

***l'Anti*capitaliste**

n°658 | 20 avril 2023 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

CONTRE-RÉFORME DES RETRAITES

À L'ÉVIDENCE,

C'EST TOUJOURS

NON!



Dossier

**Où va la
psychiatrie?**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Avis de sécheresse:
l'inaction du
gouvernement est totale**
Page 2

PREMIER PLAN

Nupes. Le trou d'air
Page 2

**Soudan. Affrontement
entre putschistes**
Page 3

ACTU INTERNATIONALE
**États-Unis. L'avortement
au centre de la politique
étatsunienne**
Page 4

**Afrique. Sombre avenir
pour le Sahel**
Page 5

ACTU SOCIALE
**Écologie. L'eau, c'est la
vie... et la crise de l'eau
est extrême**
Page 8

**Culture. «La politique
néolibérale de Macron
détruit les acquis
sociaux et les outils
démocratiques»**
Page 9

LIBRE EXPRESSION
**Entretien avec Caroline
du comité rennais des
Soulèvements de la Terre**
Page 12



édito

Par CHRISTINE POUPIN

Avis de sécheresse : l'inaction du gouvernement est totale

Les manifestations violentes des effets du bouleversement climatique n'en finissent pas de nous rappeler que la catastrophe se conjugue d'ores et déjà au présent. En cette mi-avril, c'est un incendie particulièrement précoce et dévastateur qui détruit plus de 900 hectares dans les Pyrénées-Orientales. Même Darmanin est obligé de reconnaître qu'il s'agit d'un « désastre écologique » associé au « réchauffement climatique ». En cause, évidemment les vents violents qui ne peuvent qu'attiser et propager le feu, mais surtout et plus profondément la sécheresse qui frappe durement la région depuis des mois. Les sols sont secs et les nappes phréatiques peinent à se recharger. Toutes les conditions sont réunies pour que les incendies fassent rage. Mais ce n'est le seul problème. Les habitantEs sont privéEs d'eau potable. Les productions agricoles sont à la peine.

La sécheresse sévère de l'été 2022 s'est prolongée par de longs mois sans pluie, et l'été 2023 s'annonce pire encore. Selon le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), en février 2023, 80 % des nappes présentaient des niveaux inférieurs à la normale. « Les niveaux de 2023 sont nettement inférieurs à ceux de 2022 » à cause de « l'héritage » de l'été caniculaire, puis d'une chaleur persistante jusqu'en novembre auxquels s'ajoutent 31 jours sans pluie en janvier-février.

Ce n'est sûrement pas la procession catholique à Perpignan, imaginée par Georges Puig, conseiller municipal RN de Louis Aliot, en charge de la gestion de l'eau, qui va résoudre le problème. Elle est à peine moins efficace que le Plan Eau annoncé par Macron.

Il est plus qu'urgent de traiter enfin l'eau comme le bien commun, précieux, rare et indispensable à vie en la sortant des griffes des groupes capitalistes, en garantissant l'accès gratuit pour les besoins de base, en rompant avec l'agriculture industrielle qui se l'approprie, la pollue et la gaspille. Plus qu'urgent aussi de combattre réellement le changement climatique et de sortir des énergies fossiles.

BIEN DIT

La France reste une démocratie, avec des élections libres, une opposition politique et une société civile qui ne s'affaisse pas. Mais on a une utilisation de la police qui nous fait sortir de l'État de droit. Nous ne sommes pas dans un État policier mais nous sommes entrés dans une forme hybride, que j'appelle une démocratie policière.

SEBASTIAN ROCHÉ, politologue, interview à *Libération*, le 16 avril 2023.

À la Une

CONTRE-RÉFORME DES RETRAITES

À l'évidence, c'est toujours non !

Sans grande surprise, le Conseil constitutionnel a validé, vendredi 14 avril, le projet de contre-réforme des retraites et rejeté la proposition d'organisation d'un référendum d'initiative partagée. Dans la foulée, Macron a promulgué la loi, sans attendre les deux semaines que lui donne, pour le faire, le fonctionnement des institutions. Et quelques jours plus tard, à la télévision, il a affiché son mépris pour la mobilisation qui se poursuit.

Après le 49.3, c'est un nouveau scandale démocratique, qui illustre la faillite d'institutions faites pour servir les puissants sous couvert de « cheminement démocratique ». Preuve que les institutions de la 5^e République sont taillées sur mesure pour les politiques autoritaires qui accompagnent la mise en place des reculs sociaux, et qu'une véritable démocratie, où les exploités et les opprimés prennent leurs affaires en main, passe par la rupture avec ces institutions.

Le scandale démocratique continue

Le gouvernement est issu d'un vote minoritaire aux législatives, il est minoritaire à l'Assemblée, il est illégitime et doit user de la répression policière pour passer en force. Macron est un président mal élu ayant réuni 21 % des inscritEs au premier tour de la présidentielle ; il y a dans le pays 70 % d'opposition au projet de loi sur les retraites, avec plus de 90 % chez les salariéEs ; des millions de personnes ont fait grève et ont manifesté depuis trois mois... Mais la 5^e République permet au pouvoir de passer en force.

Lundi soir, lors de son allocution, Macron a enfoncé le clou. « Cette réforme est-elle acceptée ? À l'évidence, non. » Mais manifestement cela ne pose aucun problème au monarque de traiter ce refus par le mépris et de raconter du baratin sur d'autres sujets : parler de la santé alors qu'il a contribué à casser l'hôpital, de la hausse des prix alors qu'il refuse que les revenus augmentent au moins au rythme de l'inflation, des personnes sans emploi alors qu'il qu'il détruit l'assurance chômage, du partage des richesses alors que sous son règne les inégalités n'ont

cessé d'augmenter et le CAC 40 de se gaver. Et bien sûr, comme le font tous les gouvernements illégitimes, il parle d'insécurité, d'immigration, et annonce un renforcement des forces de répression avec la création de 200 unités de gendarmerie. Nous ne sommes pas dupes. Contre Macron et sa sale « réforme » des retraites, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté et fait du bruit lundi soir. Alors qu'il prenait la parole, plus de 300 rassemblements étaient organisés aux quatre coins du pays, suite à un appel de l'association Attac repris par la plupart des organisations de la gauche sociale et politique. Et les bruits de casseroles ont résonné un peu partout à 20 h. Dans la foulée, des dizaines de manifestations spontanées ont eu lieu, qui ont dû faire face, une fois de plus, à la répression policière.

MACRON EN VISITE SUR LE CHANTIER DE NOTRE DAME



Nous pouvons les faire reculer !

La bataille pour le retrait de la contre-réforme n'est donc pas terminée. D'abord parce que la grève peut redémarrer dans une série de secteurs toujours mobilisés, mais aussi parce que nous avons les moyens de réussir de nouvelles journées de mobilisation. Dans ce cadre, la journée de lutte internationale des travailleurEs, le lundi 1^{er} Mai, doit être marquée par un déferlement populaire dans toutes les rues.

Il faut continuer à faire vivre cette colère, avec notamment cet objectif d'un 1^{er} Mai historique, mais sans attendre deux semaines pour se mobiliser à nouveau. La lutte contre Macron et sa réforme des retraites se poursuit, avec des initiatives à prendre chaque jour, des grèves à construire et à soutenir, à l'image de l'appel des organisations de

cheminotEs à faire grève le jeudi 20 avril.

Nous pouvons infliger une défaite au gouvernement malgré l'avis du Conseil constitutionnel, malgré la promulgation et l'arrogance satisfaite de Macron. Nous avons déjà fait reculer le pouvoir en 2006, qui avait dû retirer sa loi sur le CPE, pourtant promulguée.

Il est urgent que toutes les organisations de la gauche sociale et politique — syndicats, partis, associations — se rassemblent pour construire ensemble de telles perspectives, de façon unitaire. Dans ce cadre, nous défendons notamment l'organisation rapide d'une grande manifestation nationale, d'une marche vers l'Élysée, pour aller chercher Macron. Après trois mois de lutte, ce n'est qu'un début !

Nouveau Parti anticapitaliste

NUPES Le trou d'air

Depuis le début du mouvement contre la réforme des retraites, la coalition formée lors des dernières législatives sous l'impulsion de La France insoumise est traversée de tensions multiples qui mettent en péril son existence même. Les désaccords tactiques voire stratégiques, évacués avant l'été dernier par une séquence électorale pleine de promesses, reviennent aujourd'hui comme un boomerang.

« Adhérer directement à la Nupes » ? C'est visiblement ce que souhaitait dimanche Sandrine Rousseau, la députée EELV, reprenant ainsi une proposition formulée le jour même par Manuel Bompard dans une interview au JDD. Une proposition aussitôt balayée par le PS et le PCF qui y voient la possibilité d'y perdre leur indépendance organisationnelle, en passant sous les fourches caudines

de LFI qui en assure à cette heure le leadership.

Regain de tension

Toujours selon Sandrine Rousseau « la Nupes n'est pas juste une alliance électorale ». Certes, mais force est de reconnaître que celle-ci a bien du mal à exister au-delà de l'intergroupe parlementaire à l'Assemblée nationale. Si les « groupes d'action » de La France insoumise sont une force militante dans beaucoup de

villes, on peine à trouver de tels cadres à l'échelle de la Nupes. Pire les tentatives venues de la direction de La France insoumise de mettre en place des structures à minima d'élaboration commune, telles qu'un « parlement de la Nupes », n'ont rien fécondé face aux réticences de leurs « partenaires ». Et la manifestation nationale du samedi 21 janvier contre le projet de contre-réforme des retraites n'avait vu que l'engagement de la seule France insoumise, avec un refus plus ou moins poli du reste de la Nupes...

C'est aussi dans ce cadre qu'il faut apprécier les positionnements divergents qui sont apparus dans le cadre du débat parlementaire. Après la demande formulée par les directions de la CGT et de la CFDT que l'Assemblée nationale puisse aller jusqu'à l'examen, voire au vote, du fameux article 7 reculant l'âge légal de départ à la retraite, les députéEs de la Nupes ont retiré 90 % de leurs amendements pour accélérer les débats... Mais ils se sont

ensuite renvoyé la patate chaude face à l'échec de cette tactique, les Insoumis assumant pleinement « l'obstruction parlementaire » pour empêcher à tout prix le vote de l'article 7.

Et la semaine dernière, le lamentable retour d'Adrien Quatennens voté par le groupe parlementaire LFI a fait tousser quelques-unEs de ses députéEs, dont François Ruffin et Clémentine Autain, mais a surtout donné à voir la discorde existant au sein de la Nupes. Le PS a parlé de « faute politique », un choix qualifié de « lamentable » par la sénatrice EELV Mélanie Vogel...

Si un point semble faire accord en son sein, c'est que la Nupes a besoin d'un « Acte 2 » pour se relancer. Car le premier bilan de la séquence de mobilisation actuelle, c'est que ni la coalition ni aucune de ses composantes ne profitent à plein de la colère sociale contre le macronisme, laissant ainsi le danger RN apparaître comme le réceptacle politique de celle-ci.

Un monde à changer

LEURS PROFITS CONTRE NOS VIES

Le 11 avril, l'Institut La Boétie, mis en place par La France insoumise, publiait un « Point de conjoncture » économique, principalement consacré à l'inflation¹. On y apprend notamment, sur la base des chiffres de l'Insee et de la Dares, que l'inflation est répartie à la hausse au début de l'année 2023, après avoir un peu ralenti à la fin de l'année 2022, et que les maigres hausses de salaires sont très loin de compenser le phénomène. Ainsi : « *Au quatrième trimestre 2022, les salaires réels continuent à baisser de façon importante. Selon les données publiées par la Direction de l'animation de la recherche et des études statistiques (Dares), le salaire mensuel de base moyen a augmenté de 3,9% contre une hausse des prix (IPCH) sur un an de 6,7% en décembre 2022. Les salaires augmentent donc à peu près deux fois moins vite que les prix. L'Insee*

anticipe début 2023 que les salaires réels continueront à baisser, avec une diminution de 2,8% du salaire moyen réel par tête entre l'été 2022 et l'été 2023. »

Ce n'est pas une surprise, la note précise en outre que si la majorité de la population s'appauvrit, ce n'est pas le cas des plus riches : « *L'Insee prévoit une nouvelle baisse importante du pouvoir d'achat pour les deux premiers trimestres de 2023 (– 0,8% à chaque trimestre), du fait de la poursuite de l'inflation et de la levée de certaines aides ponctuelles comme le chèque énergie exceptionnel pour 2022. Cette baisse de pouvoir d'achat touchera moins les plus riches et conduira à renforcer les inégalités : les revenus issus de la propriété, perçus essentiellement par les plus riches, augmenteront eux de 7% (après + 8,8% en 2022), tandis que les salaires réels baisseront (– 2,8%) et les prestations sociales stagneront (+ 1%).* »

Un « focus » sur les prix alimentaires confirme en outre un phénomène que nous évoquions dans nos colonnes ces dernières semaines : la hausse des prix alimentaires est « *dopée par les profits de l'industrie agroalimentaire* ». Ainsi : « *Entre les quatrième trimestres 2021 et 2022, les profits du secteur ont doublé (passant de 3 à 6 milliards), tandis que la rémunération des salariéEs du secteur n'a augmenté que de 3% (de 6,7 à 6,9 milliards). [...] Au second semestre 2022, la contribution des profits de l'agroalimentaire à la hausse des prix de production monte même à 51%, les consommations intermédiaires [produits agricoles, électricité...] pesant pour 47% et les salaires et impôts nets sur la production pour 2%.* » Conclusion : « *Loin d'amortir la hausse des prix des biens agricoles (prix qui, d'ailleurs, refluent depuis mai 2022), les profits de l'industrie agroalimentaire s'envolent et contribuent fortement à la hausse des prix des biens alimentaires.* »

1 – En ligne sur institutlaboetie.fr/point-conjoncture-1

SOUDAN Affrontement entre putschistes

Is étaient ensemble pour renverser le pouvoir civil issu de la révolution soudanaise qui avait mis fin au régime d'Omar al-Bachir. Près de trois ans plus tard, les rivalités existantes entre Abdel Fattah al-Burhan, à la tête des troupes régulières, les Sudanese Armed Forces (SAF), et le groupe paramilitaire des Rapid Support Forces (RSF), dirigé par Mohamed Hamdan Dogolo dit Hemidti, se sont transformées en un conflit ouvert et meurtrier.

Une guerre qui s'étend

C'est à l'arme lourde que les deux factions se disputent les lieux stratégiques de Khartoum, la capitale du Soudan. Les RSF tentent de s'emparer des médias officiels, du palais présidentiel et de l'aéroport. Les SAF eux n'hésitent pas à utiliser l'aviation pour bombarder les camps des RSF situés dans les différents quartiers résidentiels. Les habitantEs n'ont d'autres choix que de rester cloîtrés chez eux en espérant que les obus ne frappent pas leurs logements. Déjà plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés sont à déplorer parmi les civilEs.

Les craintes que le conflit se répande sur l'ensemble du pays se confirme. Des combats se déroulent dans

Au Soudan, on assiste à une bataille rangée entre armée et groupe paramilitaire. Les deux se mènent une guerre sans merci pour le contrôle du pays remettant en cause les négociations de mise en place d'un gouvernement civil.

plusieurs autres grandes villes, à Port-Soudan, à Kabkabiya au Nord-Darfour, à El Obeid dans le Nord-Kordofan, à Zalingei, au Darfour central et également à El Geneina, la capitale du Darfour ouest.

Puissance des paramilitaires

Les RSF sont issus des Janjawids. Ces milices largement utilisées par Omar al-Bachir ont répandu la terreur pendant le conflit du Darfour il y a vingt ans. Ce qui a valu à Bachir d'être inculpé par le Tribunal pénal international pour crimes contre l'humanité. Sous l'impulsion d'Hemidti, les Janjawids ont participé à la construction du groupe paramilitaire RSF. Ces derniers maintiennent un contrôle sur les mines d'or du pays, permettant à leur dirigeant d'être un des hommes les plus riches du Soudan. Les RSF avaient aussi comme fonction de jouer les garde-frontières. Elles étaient impliquées dans le trafic d'êtres humains. Elles arrêtaient et vendaient aux milices libyennes les migrantEs qui tentaient de traverser la frontière. À la demande de l'Arabie saoudite et des

États arabes unis, les RSF ont joué, contre rétribution, les mercenaires dans la guerre au Yémen contre les Houtis.

Si Hemidti, depuis quelques mois, n'a eu de cesse de critiquer le coup d'État dont il est un des auteurs, et appelle les civils à le soutenir, personne n'a oublié que les RSF ont été responsables des massacres du sit-in du 3 juin 2019 où plus d'une centaine de manifestantEs ont été assassinés, et restent largement impliquées dans la répression contre les opposantEs.

L'enjeu du conflit

Paradoxalement, c'est l'accord de remise du pouvoir aux civils, négocié depuis des mois entre les militaires et une partie des forces démocratiques, qui a mis le feu aux poudres. Un premier accord-cadre avait été signé. Ce dernier avait laissé en suspens certaines questions sensibles dont l'intégration des RSF dans les SAF. Burhan proposait une intégration au fil de l'eau alors qu'au contraire Hemidti visait l'intégration des RSF en tant que telles. Ce qui lui

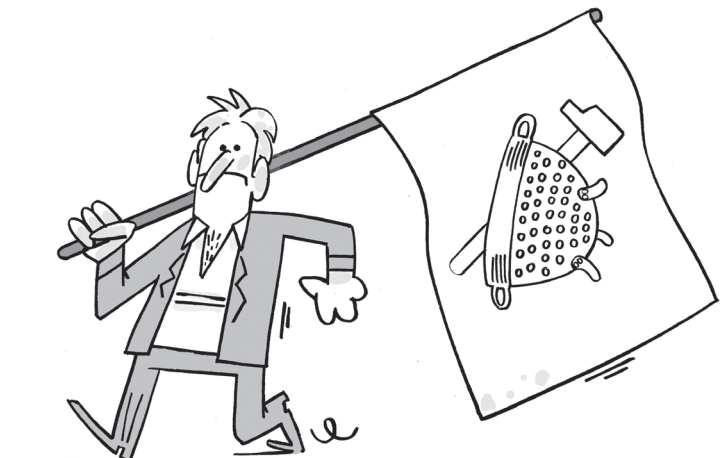
permettait de rester un personnage clef du Soudan. Il n'a jamais caché ses ambitions d'être à la tête du pays. Une sorte de revanche pour cet ancien marchand de chameaux issu du Darfour. Dans le même temps, une partie de l'état-major des SAF, emmenée par le général Shams el-Din Kabbashi, voyait d'un mauvais œil le processus de négociation avec les civils. Enfin les officiers islamistes n'ont jamais pardonné à Hemidti ce qu'ils considèrent comme une trahison. Hemidti avait refusé de soutenir jusqu'au bout Omar al-Bachir lorsque son pouvoir vacillait sous la pression de la rue en 2019. Les événements qui se déroulent peuvent aussi être vus comme une confirmation de la pertinence de la position des comités de résistance. Ils ont toujours refusé de négocier avec un pouvoir militaire qui n'a eu de cesse, depuis l'indépendance du pays, de mener des coups d'État et de trahir ses propres engagements. Rappelons que Burhan et Hemidti justifiaient leur putsch pour éviter que le pays ne tombe dans le chaos.

Paul Martial

Avec qui et pour faire quoi ?

Entre clarification de l'orientation et réorganisation démocratique, les différentes composantes de la Nupes ne mettent pas le curseur sur les mêmes difficultés, et surtout évacuent les questions qui fâchent : avancer, oui, mais avec qui et pour aller où ? À l'évidence, le PCF a bien sa petite idée sur la question. Son dernier congrès, clos il y a une dizaine de jours, a été marqué par la victoire de la ligne de son ex-candidat à la présidentielle, Fabien Roussel. Une ligne qui combine une auto-affirmation identitaire « communiste » (dans le sens du PCF en tant que parti, d'une légitimité issue d'une trajectoire historique) à une orientation de gestion quotidienne dans les institutions municipales, départementales ou régionales en force d'appui à un PS sous direction social-libérale. C'est dans cette visée politique qu'il faut apprécier le positionnement de la direction actuelle du PCF soucieuse de desserrer l'étreinte d'une France insoumise trop hégémonique à son

**FABIEN ROUSSEL :
LA PASSOIRE ET LE MARTEAU**



goût : « *Concernant la Nupes, il ne s'agit pas de jeter le bébé avec l'eau du bain. Mais il faut changer l'eau du bain de temps en temps !* »... Une formule toute rousseliste pour justifier la main tendue à Carole Delga et Bernard Cazeneuve, les peu ragoûtants restes

du hollandisme avec lesquels le PCF se dit prêt à travailler pourvu que cela l'éloigne de Mélenchon. Derrière le « Front populaire », le retour de la gauche plurielle... Du point de vue de ses perspectives, l'épreuve du feu est devant la Nupes.

Le chiffre

115

C'est le nombre de saisines de la Défenseure des droits, Claire Hédon, depuis le début de la mobilisation contre la réforme des retraites le 19 janvier, dont l'immense majorité concerne le dernier mois. Claire Hédon s'est dite inquiète à propos « du respect de la liberté de manifester et de la liberté d'association ».



Agenda

22-23 avril, week-end de mobilisation «A69, sortie de route», Toulouse.

Manif' action samedi à 12 h (voir article page 8).

Mardi 25 avril, présentation-débat du livre *Un "petit" candidat face aux "grands" médias* avec Béatrice Walylo et Philippe Poutou, Chateaulin. De 17 h à 19 h, à la Maison de la presse, 1, quai Jean-Moulin.

Mardi 25 avril, projection-débat du film *Il nous reste la colère* avec Philippe Poutou, Carhaix. À 20 h, au cinéma Le Grand-Bleu, rue Jean-Monnet.

Jeudi 27 avril, projection-débat du film *Il nous reste la colère* avec Philippe Poutou, Besançon. À 20 h 30, au cinéma Victor-Hugo, 6, rue Gambetta.

Samedi 29 avril, manifestations antiracistes «Darmanin ne fera pas sa loi!» À Paris, 14 h à République.

Samedi 13 mai, manifestation pour les services publics, Lure. Rencontres et débats du 12 au 14 mai à Lure (70) et manifestation nationale samedi 13 mai à 14 h 30.

Mercredi 31 mai, réunion publique du NPA avec Olivier Besancenot et Christine Poupin, Rouen. À 20 h, à la Halle aux Toiles.

NO COMMENT

Dans un rapport mis en ligne mercredi 12 avril, l'inspection générale de la gendarmerie nationale (IGGN) revient notamment sur les deux tirs de LBD effectués par des gendarmes montés sur des quads [à Sainte-Soline, NDLR]. L'instance conclut que ces tirs sont conformes à la "légitime défense" et que les militaires n'ont commis "aucune faute".

Sainte-Soline : les tirs de LBD en quad conformes à la « légitime défense », selon l'IGGN, *le Monde*, 12 avril 2023

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

BELGIQUE « 24 ans, Vottem, je ne l'accepte toujours pas » !

*Le dimanche 16 avril, le CRACPE (Collectif de résistance aux centres pour étrangers) organise la manifestation annuelle contre le centre fermé pour étrangers de Vottem (Liège). La Gauche anticapitaliste a interviewé notre camarade **France Arets**, active dans le CRACPE et le Collectif liégeois de soutien aux sans-papiers.*

Début mars, le gouvernement « Vivaldi » (MR-VLD, PS-VOORUIT, ECOLO-GROEN et CDNV) a marqué son accord sur une série de mesures en matière d'asile pour tenter de résoudre la « crise migratoire ». Que penses-tu de cet accord ?

Tout d'abord, je voudrais dire qu'il n'y a pas de crise migratoire. Il y a plutôt une crise de l'accueil des personnes étrangères. Le dernier accord gouvernemental « Vivaldi » sur la migration, adopté en ce mois de mars 2023, est extrêmement décevant ! Malgré la création de places dans de nouveaux centres ouverts pour demandeurEs d'asile (petit à petit, jusque y compris 2024 !) et la protection de certaines catégories (les enfants, les femmes victimes de violences, les apatrides...), il est surtout prévu d'augmenter le nombre de détentions en centres fermés. Mais aussi de multiplier les « coachs de retour » pour favoriser les retours dits « volontaires ». Somme toute, il s'agit d'accroître fortement le nombre d'expulsions.

Y aurait-il une volonté délibérée du gouvernement de laisser pourrir la situation, de noircir le tableau pour monter la population contre cette migration « incontrôlable » ?

On ne peut accepter un État qui ne respecte ni les droits humains ni les conventions internationales. L'État ne respecte même pas la loi. Faut-il rappeler que les demandeurEs d'asile ont droit à un hébergement en attendant le traitement de leur dossier, et ce, dès l'introduction de leur demande ? Résultat, des personnes demandeuses d'asile abandonnées n'ont d'autre choix que l'occupation illégale de bâtiments insalubres, ou des tentes au bord du canal à Bruxelles ou ailleurs. Plusieurs droits fondamentaux sont régulièrement violés, au mépris de toutes les conventions internationales. Malgré plus de 8000 condamnations judiciaires de Fedasil, la situation reste inchangée. L'État ne paie même pas ses astreintes. On tente d'effrayer la population en faisant croire à un afflux de réfugiéEs, ce qui n'est pas le cas. S'il manque des places, c'est parce que depuis l'accueil des SyrienEs en 2015-2016, la capacité d'accueil a été volontairement réduite d'abord par la secrétaire d'État à la migration, Maggie De Block, puis par ceux qui lui ont succédé, Théo Francken, Sammy Mahdi. [...]

Revenons-en aux centres fermés pour étrangers : le premier objectif de la manifestation est d'exiger leur suppression.

Il y a de quoi être révoltéEs ! Les centres fermés sont pires que des prisons. Les personnes qui y sont enfermées ne sont pas détenues pour avoir commis un délit ! Elles n'ont pas été jugées, ne sont passées devant aucune instance judiciaire. La durée du séjour est, dans la plupart des cas, limitée à 5 mois par la loi. Cependant elle peut être beaucoup plus longue, puisque dès que l'on refuse une expulsion le compteur est remis à zéro. Ce sont des lieux de non-droit ! L'objectif de ces centres est de mettre en œuvre l'expulsion, et tous les moyens sont bons pour briser la résistance des personnes détenues. Et, si elles tiennent le coup, la résistance sera définitivement brisée au moment de l'expulsion : menottées, entourées d'une sangle, avec la technique du saucissonnage, insultées, battues.

À Vottem, il existe aussi « l'aile spéciale » pour les personnes dites « ingérables ». Elles sont dans une solitude intégrale, y compris lors de la sortie au préau. De quoi devenir fou !

Je voudrais rappeler, qu' il y eu cinq décès au centre fermé de Vottem : trois suicides pour échapper à l'expulsion, impossible à vivre, et deux morts en cellule d'isolement, faute de soins appropriés et forcément personne pour entendre l'appel au secours. Voilà des raisons plus que suffisantes pour être en plus grand nombre possible, pour marcher ensemble jusqu'à Vottem, camp de la honte !

Propos recueillis par Denis Horman

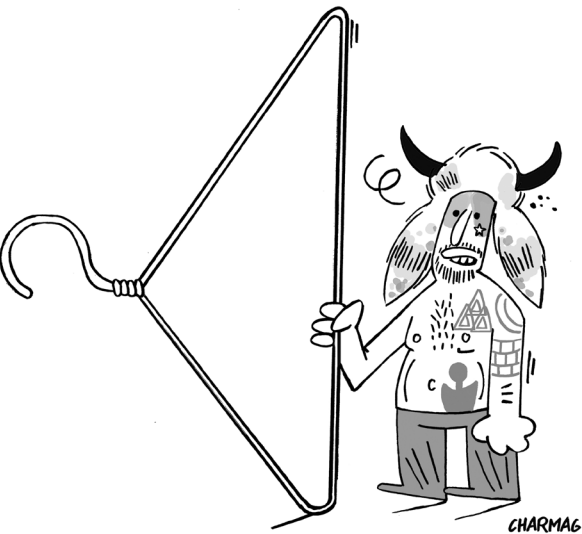
Les Républicains ont fait de la quasi-élimination du droit à l'avortement le fer de lance de leurs campagnes politiques, de leur programme législatif et de leurs batailles judiciaires. Tous les candidats et hommes politiques républicains font de la restriction de l'avortement un élément important de leur programme et un slogan de leur campagne. L'attaque contre le droit des femmes à l'avortement est une attaque contre la santé des femmes, contre leur organisation familiale, contre leur carrière et leurs revenus, et contre leur pleine égalité dans la société. Et il y a aussi la question de savoir si les tribunaux seront guidés par la science ou par la religion et la politique.

Offensive républicaine

Cependant, la stratégie républicaine pourrait finalement s'avérer une erreur, car elle a conduit les femmes, les indépendants et les Démocrates à voter en plus grand nombre contre eux et a créé une nouvelle génération de jeunes activistes féministes. De récentes décisions contradictoires sur l'utilisation de la mifépristone, la pilule abortive, rendues par deux juges fédéraux, l'un au Texas et l'autre dans l'État de Washington, ont porté cette question devant la Cour suprême, dominée par les Républicains et hostile à l'avortement. La mifépristone représente aujourd'hui plus de la moitié des avortements et son élimination aurait un impact particulièrement dévastateur sur les femmes qui vivent dans les 13 États qui ont interdit l'avortement et qui peuvent désormais se procurer illégalement la pilule par correspondance, mais sans l'aide d'un médecin local. Les interdictions et les restrictions en matière d'avortement ont le plus grand impact sur les femmes noires, latinos et blanches à faible revenu qui n'ont pas les moyens de se rendre dans d'autres États pour obtenir des services d'avortement.

ÉTATS-UNIS L'avortement au centre de la politique étatsunienne

L'avortement est au cœur de la politique étatsunienne et restera probablement un enjeu majeur jusqu'aux élections de 2024.



Pendant ce temps, en Floride, le corps législatif dominé par les Républicains a adopté une interdiction des avortements après six semaines de grossesse, signée par le gouverneur Ron DeSantis, une date à laquelle de nombreuses femmes ne se rendent pas encore compte qu'elles sont enceintes. Candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle, DeSantis a désormais établi la norme de la législation républicaine en matière d'avortement.

Le poids des chrétiens évangéliques

Les sondages montrent toutefois que 61% (sondage Pew) à 85% (sondage Gallup) des ÉtatsunienEs soutiennent le droit des femmes à l'avortement, bien que nombre d'entre elles et eux pensent qu'il devrait y avoir des restrictions à l'avortement tardif. Lors des référendums organisés

dans les États lors des élections de novembre 2022, le Kentucky a rejeté de nouvelles restrictions à l'avortement, le Vermont a rétabli le droit à l'avortement, le Michigan a fait de l'avortement un droit constitutionnel, tout comme la Californie. Le Kansas a rejeté les restrictions à l'avortement en août 2022. Les chrétiens évangéliques sont la force motrice de la question de l'avortement. L'Association évangélique nationale (AEN) a déclaré que « l'avortement sur demande pour des raisons de convenance personnelle, d'ajustement social ou d'avantage économique est moralement mauvais, et [l'AEN] exprime sa ferme opposition à toute législation visant à rendre l'avortement possible pour ces raisons ». Certains législateurs fédéraux et d'État, dont quelques-uns sont des prédicateurs évangéliques, ont

demandé que l'avortement soit considéré comme un crime. « *La suppression d'une vie est un meurtre, et c'est illégal* », a déclaré Danny McCormick, représentant de l'État de Louisiane.

« Droit fondamental à la vie »

La question de l'avortement est fondamentalement liée au patriarcat, à la préservation de la suprématie masculine et de l'infériorité féminine. Les Républicains, défenseurs des « familles traditionnelles » et des « valeurs familiales », ne sont pas seulement opposés à l'avortement, ils sont également opposés à la contraception, comme l'a montré le vote de juillet 2022 sur la loi relative au droit à la contraception, auquel 195 Républicains se sont opposés. La position des Démocrates et des Républicains ne pourrait être plus différente. Le programme du Parti républicain affirme que « *l'enfant à naître a un droit fondamental à la vie qui ne peut être enfreint* », tandis que les Démocrates soutiennent l'accès à « *l'avortement sûr et légal* ». Les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) soutiennent le droit des femmes à l'avortement et a fait campagne pour le défendre. Les féministes d'extrême gauche aux États-Unis ont historiquement brandi le slogan « *Avortement gratuit sur demande* ». Au-delà de la question immédiate, la décision de la Cour suprême pourrait créer un dangereux précédent si les politiques de santé sont déterminées non pas par les scientifiques et les médecins, mais par la politique et la religion. **Dan La Botz, traduction HW**

GRANDE-BRETAGNE Les infirmières se préparent à des grèves importantes

Les infirmières prévoient de faire suivre leur rejet de l'offre salariale dérisoire des conservateurs par une grève percutante de 48 heures et un nouveau scrutin de grève à l'échelle de l'Angleterre. Les membres du syndicat RCN débrayeront à partir de 20 heures le dimanche 30 avril jusqu'à 20 heures le mardi 2 mai.

Dans le cadre d'une escalade majeure par rapport aux grèves précédentes, le syndicat déclare que cette fois-ci il n'y aura « aucune dérogation » — ce qui signifie qu'aucun membre du personnel ou service ne sera exempté — et que la grève durera toute la nuit. La secrétaire générale Pat Cullen a également déclaré que le syndicat allait « agir immédiatement » pour organiser un scrutin auprès de ses membres dans toute l'Angleterre en vue d'une grève nationale. Cela signifie que des milliers d'infirmières qui n'ont pas encore participé à la grève pourraient s'y joindre.

Ne pas lever le pied

Les mesures audacieuses de Mme Cullen visent à reprendre l'initiative après qu'une majorité de membres du RCN a choisi de défier les dirigeants syndicaux et de rejeter l'accord salarial. Mais son plan présente des faiblesses. Elle affirme



GUY SMALLMAN

qu'une nouvelle vague de grève des infirmières pourrait durer jusqu'à Noël et elle a exclu l'idée que le RCN puisse faire grève en même temps que les médecins en formation. Prévenir le gouvernement que l'action pourrait durer des mois peut effrayer les ministres, mais quel message cela envoie-t-il aux infirmières faiblement rémunérées qui se préparent à voter pour la grève ? Le syndicat s'attend à ce

qu'elles perdent des milliers de livres sterling dans le cadre de la lutte. Un message beaucoup plus fort aurait été d'annoncer une stratégie de grèves plus longues en coordination avec les médecins en formation. Cela aurait mis la pression sur les conservateurs et aurait probablement produit des résultats bien plus rapidement que six mois. Cela minimiserait également l'impact sur les soins aux patientEs. Les militantEs des syndicats de la santé ne peuvent plus lever le pied. De nombreux syndicats sont encore en train de voter sur les propositions salariales, et en gagner d'autres pour les rejeter pourrait ouvrir la voie à une grève plus importante. Tout le monde, quel que soit le syndicat, doit commencer à planifier la manière dont il peut soutenir les médecins en formation et aider les infirmières à remporter leur vote de grève.

« Les gens ont donc été politisés par la grève »

Brenda est une représentante syndicale de la RCN sur la côte sud de la Grande-Bretagne. Elle explique pourquoi la vague de grèves salariales a radicalisé de nombreuses infirmières et ce que le syndicat doit faire maintenant. « *Nos grèves ont été une véritable démonstration de force collective. L'une des principales choses, c'est qu'on a enfin pu voir des gens qui étaient enfermés dans leurs propres services depuis le Covid. Nous échangeons tous des histoires sur les conditions dans lesquelles nous travaillions. Mais surtout, nous avons tous l'impression d'avoir enfin une voix.* » Elle poursuit : « *Le RCN est très traditionnel et se considère comme un organisme professionnel. Mais lorsque nous étions en grève, nos membres ont commencé à réaliser ce que signifie être dans un syndicat. Trop souvent, en tant qu'individus, nous sommes coincés dans notre propre monde, essayant de payer nos factures, nous inquiétant du manque de sécurité de notre travail. Mais pendant la grève, les gens ont pu s'exprimer collectivement et la RCN a commencé à agir comme un véritable syndicat. Cela a eu un impact sur nous. Plus encore, nous avons tous pris conscience de l'hypocrisie du gouvernement.* » Et encore : « *Les gens ont donc été politisés par la grève, et je ne pense pas que le syndicat ou le gouvernement seront en mesure de remettre ce génie dans la bouteille.* »

Yuri Prasad

Version intégrale (en anglais) sur socialistworker.co.uk

AFRIQUE Sombre avenir pour le Sahel

Les combattants djihadistes au Sahel avancent inexorablement, à tel point que des pays de la côte ouest de l'Afrique, jusque là épargnés, subissent des attaques. C'est le cas pour le Ghana, le Bénin et le Togo qui vient de renouveler son couvre-feu dans le nord du pays. Les juntas qui ont pris le pouvoir au Mali puis au Burkina Faso au prétexte d'améliorer la situation sécuritaire ne font guère mieux que leurs prédécesseurs.

Tactiques différentes

Les putschistes au Mali ont décidé d'intensifier les opérations militaires contre les groupes djihadistes avec l'aide des mercenaires de la compagnie russe Wagner. Résultat, le nombre de civils morts en 2022 a doublé. Parmi les victimes, un tiers a été assassiné par l'armée malienne et ses suppléants russes. Le Burkina Faso a emprunté une voie différente. La junte de ce pays a organisé un enrôlement de civils dans les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Le résultat n'est guère probant puisque ces VDP ont tendance à se focaliser sur la communauté peule, les accusant de terrorisme. Ainsi dans le village d'Ouahigouya, militaires et VDP ont massacré dans des conditions atroces des adolescents et des enfants au seul motif qu'ils étaient Peuls. Au Mali comme au Burkina Faso, la stratégie reste la même. Utiliser la force militaire pour régler la crise. C'est la même stratégie que l'armée française, avec Serval et

Face à la politique criminelle des djihadistes, la politique du tout-militaire des juntas du Mali et du Burkina Faso reste un échec et fait subir aux populations un lourd tribut, aggravé par la détérioration de la situation alimentaire.



DR

Barkhane, a employée... avec le succès que l'on sait. Des trois pays, le Niger est peut-être celui qui s'en sort le mieux. Le fait qu'il ait réussi à régler les rébellions touarègues dans les années 1990 a créé une situation pacifiée. Autre élément, la volonté affichée des autorités d'amorcer un dialogue avec tous les groupes armés y compris ceux de l'État islamique. Le but est de tenter une résolution politique du conflit.

Répression identique

La situation de guerre que connaissent les trois pays est l'alibi qui permet de restreindre les libertés démocratiques. Au Mali, les reproches contre la junte sont considérés comme des délits. Ainsi le Parti social-démocrate Africain

est menacé de dissolution parce que son président Ismaël Sacko, lors d'une interview à RFI, avait tenu des propos « insultants à l'endroit des autorités de transition ». Omar Mariko, un des dirigeants de la gauche radicale, vit toujours dans la clandestinité. La presse se voit obligée de soutenir l'effort patriotique et la moindre critique est vue comme une trahison. Le gouvernement du Burkina Faso agit également à l'identique. Il a expulsé récemment deux journalistes suite au reportage sur le massacre de civils d'Ouahigouya. Des activistes de défense des droits humains sont incorporés de force dans les VDP. Le Niger lui aussi n'est pas en reste dans ce cycle répressif. Abdoulaye Seydou, coordinateur de M62,

plateforme des organisations de la société civile, a été arrêté. Derrière la répression se joue la survie de ces régimes qui, faute de pouvoir honorer leur promesse d'une amélioration de la sécurité, maintiennent une pression sur les populations.

Souffrance des populations

Le Sahel connaît une augmentation des populations réfugiées. Elles sont prises en étau entre les forces régulières et les différents groupes armés djihadistes ou communautaires. Chacun mène des politiques de représailles en s'attaquant aux civils qui, selon leur ethnie, seraient censés appartenir à tel ou tel camp. Certaines villes comme Sebba, Dori ou Djibo subissent un blocus de la part des djihadistes. Des crises alimentaires se profilent sur l'ensemble de la région. Les estimations du nombre de personnes souffrant de la faim s'élèvent à plus de 40 millions. Côté éducation, la situation n'est guère brillante. Les djihadistes ont imposé la fermeture de plus de 11 000 écoles sur les territoires qu'ils contrôlent. Des centaines de milliers d'enfants se retrouvent ainsi déscolarisés, compromettant leur avenir. Le vivre-ensemble au Sahel est de plus en plus malmené. Mais retrouver une concorde entre communautés malgré les fortes difficultés reste possible.

Paul Martial

Pour les indépendantistes, le sens des discussions est « l'accession à la pleine et entière souveraineté en 2025 ». Une rencontre à laquelle Darmanin et Borne voulaient au contraire associer les anti-indépendantistes, invités également et pressés de tourner définitivement la page du processus pouvant mener à l'indépendance issu des accords de Nouméa de 1998.

Lignes rouges

Une rencontre tripartite que la délégation indépendantiste a refusée. Et ce d'autant plus que l'intention affirmée du gouvernement, en écho à celle des anti-indépendantistes, était d'imposer le dégel des listes électorales pour les élections provinciales du 24 mai. Une opportunité pour eux de reprendre, au détriment du peuple kanak, plus de pouvoir dans les instances de gouvernance territoriale (assemblées provinciales, congrès et gouvernement de Kanaky-Nouvelle-Calédonie). Le maintien du gel des listes électorales est une ligne rouge non négociable pour les indépendantistes car, en raison de la colonisation de peuplement imposée à coups de massacres et d'expropriation de terres par l'impérialisme français, la population kanak ne représente plus que 40 % de la population de son propre territoire. Après les luttes des années 1980 pendant lesquelles de nombreux militants indépendantistes, tel Eloi Machoro, sont tombés sous les balles de l'armée française, le gouvernement français a été contraint de signer les accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998). Le gel des listes électorales dans les scrutins électoraux à venir

KANAKY-NOUVELLE-CALÉDONIE

Stop aux manœuvres de Macron-Darmanin ! Autodétermination pour le peuple kanak !

Entre le 11 et le 14 avril se sont déroulées à Paris des rencontres bilatérales entre l'État et les indépendantistes de Kanaky-Nouvelle-Calédonie. Ces dernierEs avaient finalement accepté cette rencontre pour rediscuter du statut et de l'avenir de leur territoire après le référendum de décembre 2021 qu'ils et elles caractérisent à juste titre comme illégitime.



DR

en faisait partie, pour rééquilibrer le déficit de représentation de la population kanak — intégrant cependant les autres composantes de la population installées de longue date et considérées comme elles aussi victimes de l'histoire. Des scrutins décisifs, en particulier les trois référendums prévus dans les mêmes accords qui organisaient également, sur une période de vingt ans, le transfert progressif de compétences pour aller vers

une plus grande autonomie et qui, à terme, devaient poser la question de l'indépendance.

Une mascarade de référendum

Malgré tous les obstacles mis par l'État français et ses suppôts sur place pour réduire le plus possible le vote de la population kanak, la volonté d'indépendance n'a fait que progresser entre le premier référendum en 2018 et le deuxième référendum en 2020, dont les résultats très

serrés ont fait craindre à l'impérialisme français une victoire probable des indépendantistes. C'est pourquoi Macron a balayé avec mépris les demandes du FNLS de repousser le référendum prévu en décembre 2021, alors que la crise sanitaire faisait rage, afin de pouvoir enterrer leurs morts du Covid selon la Coutume et préparer une vraie campagne électorale. Et bien sûr cette mascarade d'élection, à laquelle tous les partis indépendantistes avaient appelé à ne pas participer, a donné une majorité écrasante au non à l'indépendance. Un référendum volé au peuple kanak, qui en réclame l'invalidation y compris devant les institutions internationales, et sur lequel aujourd'hui Macron, Darmanin et la droite locale veulent s'appuyer pour étouffer toute velléité indépendantiste.

Seule la lutte des peuples colonisés et la solidarité internationale auront raison de la rapacité de l'impérialisme. État français, bas les pattes devant la Kanaky !

Josie Boucher

EUROPE FORTERESSE

Toujours plus d'exiléEs mortEs en Méditerranée

Le premier trimestre de l'année 2023 a été le plus meurtrier pour les migrantEs traversant la Méditerranée depuis 2017.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a annoncé mercredi 12 avril au moins 441 mortEs en tentant d'atteindre l'Europe ; bilan encore alourdi début avril avec la mort de vingt personnes dans le naufrage de leur bateau au large de la Tunisie, selon les garde-côtes tunisiens.

L'agence des Nations unies enquête également sur plusieurs cas de bateaux portés disparus, où il n'y a aucune trace de survivantEs, ni débris et où aucune opération de recherche et de sauvetage n'a été menée.



DR

Cimetière méditerranéen

Ces chiffres effrayants tombent et deviennent banals, « habituels ». Qui se souvient de ces 250 personnes retrouvées sur une plage en Calabre le dimanche 26 février dernier ? Ils et elles avaient un nom, une famille, une terre d'origine. Mais pour certainEs d'entre elles et eux, dont le corps ne sera jamais retrouvé et les proches jamais informés, l'histoire et l'identité ont disparu, en ce dimanche de février, dans l'anonymat des eaux agitées de la Méditerranée engloutissant leur rêve d'une vie meilleure en Europe. Les réfugiéEs utilisant cette route meurtrière du cimetière méditerranéen sont originaires le plus souvent de Côte d'Ivoire, de Guinée et du Pakistan et une proportion croissante de Tunisiens, faisant parfois la traversée en famille. La crise économique profonde, qui s'est doublée d'une crise politique depuis le coup d'État du président Kaïs Saïed en 2021, a poussé de nombreux Tunisiens à quitter leur pays par n'importe quel moyen. À cela s'ajoute les discours xénophobes du président Saïed à l'encontre des ressortissantEs d'Afrique subsaharienne qui ont déclenché une vague d'expulsions.

Durcissement de la loi en Italie

Pour l'OIM, le retard dans les opérations de recherche et de sauvetage est en cause dans le cas de 127 des 441 mortEs en mer. Depuis des années, les ONG de sauvetage en mer déplorent à la fois le manque de moyens européens et les obstacles grandissants que leur imposent certains pays, dont l'Italie. Le Parlement italien a voté une loi comportant un décret, signé le 2 janvier 2023, qui oblige les navires humanitaires à effectuer un seul sauvetage à la fois, et à rallier ensuite immédiatement un port de débarquement qui se situe souvent loin de la zone de sauvetage. Quelques jours après l'adoption de cette loi, le 7 janvier, le navire humanitaire *Geo Barents* a ainsi été immobilisé pendant 20 jours dans un port sicilien et obligé de gagner le port d'Ancône en Italie, éloigné d'environ 1 500 km, après n'avoir effectué qu'un seul sauvetage. Les ONG comme SOS Méditerranée et Médecins sans frontières dénoncent ce décret contraire au principe d'aide à toute personne en détresse en mer. Mais les gouvernements de l'UE ainsi que les institutions européennes ne tentent rien pour empêcher la politique criminelle de la Première ministre italienne ; comme ils ne font rien pour mettre les moyens pour secourir et accueillir les migrantEs en danger de mort.

Dominique Pierre

Le 29 septembre 2021, en pleine épidémie de covid, Emmanuel Macron clôturait les Assises de la santé mentale et de la psychiatrie. Il dénonçait le « sous-investissement » subi par la discipline depuis de nombreuses années, et annonçait pour la « refonder » un plan de 30 mesures et un financement de 1,9 milliard d'euros en cinq ans. Pas plus que le Ségur de la santé n'a apporté de réponse à la crise de l'hôpital public, les « assises » n'ont amélioré la situation du système de soins en psychiatrie et le sort des patientEs qui s'y adressent. Derrière la communication gouvernementale, la stratégie de l'exécutif consiste, là comme ailleurs, à exploiter les crises pour accélérer les contre-réformes libérales et autoritaires. Quelques pistes pour répondre à la question « Où va aujourd'hui la psychiatrie ? » et tracer dans les luttes une alternative. Dossier préparé par la Commission nationale santé, sécu, social du NPA



ENTRE ORDRE PUBLIC, PRIVATISATIONS ET SOINS...

OÙ VA LA PSYCHIATRIE?

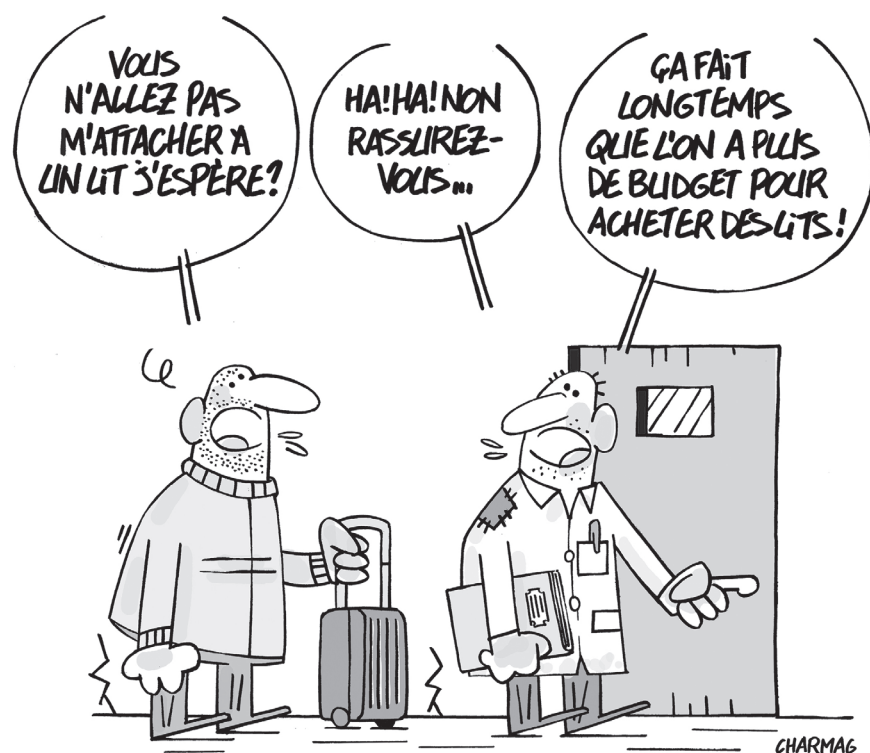
Cette prise en charge était permise par la présence d'une même équipe « pluridisciplinaire »¹ sur un territoire d'environ 60 000 habitantEs, travaillant dans et hors hôpital. Les centres médico-psychologiques (CMP), les équipes de soins à domicile, les hôpitaux de jour implantés dans les villes et les quartiers donnaient la possibilité de pratiquer, dans la proximité, une psychiatrie « ouverte » en lien avec la cité (familles, médecins, travailleurEs sociaux, éluEs, associations). L'hospitalisation dans le service d'un centre hospitalier n'était, dans ces conditions, qu'une modalité de soin possible pour un temps limité.

Démantèlement du système de soins

Cette organisation a permis de rompre avec l'enfermement derrière les murs de l'asile devenu hôpital psychiatrique. Elle est aujourd'hui en cours de démantèlement. Les lieux de consultations et de soins sur le territoire ferment ou sont regroupés. Il en résulte un retour de plus en plus important des patientEs, faute d'autre solution, vers l'hôpital. La suroccupation entraîne des conditions d'accueil et d'hospitalisation indignes² et une incapacité des équipes à dispenser des soins de qualité. Les nouveaux modes de financement qui favorisent les projets dits

POLITIQUES DE SANTÉ LA PSYCHIATRIE AU PÉRIL DU LIBÉRALISME AUTORITAIRE

La psychiatrie publique était jusqu'à présent une exception dans le système de santé français. Sous le nom de psychiatrie de secteur, elle mettait à la disposition des patientEs un système de soins public et gratuit, permettant d'assurer sur tout le territoire la prévention, l'accueil, les soins et le suivi des patientEs.



Le discours convenu sur la "déstigmatisation" du malade mental ne peut cacher le maintien de la législation sécuritaire issue de l'époque Sarkozy, sur laquelle ni Hollande ni Macron ne sont revenus

« innovants », au détriment du fonctionnement généraliste des services, ne font qu'aggraver la situation.

Le temps indispensable de l'accueil et de la prise de connaissance de la personne et de son environnement est remplacé

par le diagnostic et l'orientation par des « plateformes ». Le suivi avec le temps nécessaire en CMP disparaît faute de moyens. Il n'est nullement remplacé par le forfait de 8 consultations du dispositif « Monpsy », payées à un tarif scandaleusement bas chez un psychologue libéralE. Dans cette vente à la découpe, les secteurs « rentables » de l'hospitalisation et du soin s'adressant à la clientèle la plus aisée sont confiés au secteur privé lucratif et libéral. La dimension relationnelle du soin s'étiole, avec pour conséquence inévitable la montée de la violence dans les services, souvent seul moyen d'être « entendu » pour le patient, auquel répond le recours à la violence institutionnelle (enfermement, contention). Le discours convenu sur la « déstigmatisation » du malade mental ne peut cacher le maintien de la législation sécuritaire issue de l'époque Sarkozy, sur laquelle ni Hollande ni Macron ne sont revenus. Ce durcissement autoritaire s'appuie sur les paniques identitaires, exploitées par la droite et l'extrême droite, qui font de « l'autre » étranger ou étranger un danger. La tendance à une psychiatrie « d'ordre public » visant à protéger la société par l'enfermement et le contrôle social au détriment du soin reste d'actualité.

La psychiatrie, « une médecine comme les autres » ?

Le démantèlement en cours du système de soins psychiatriques s'accompagne d'une offensive idéologique qui en fournit la justification. Selon la pensée aujourd'hui dominante, le 21^e siècle verrait enfin l'émergence de la psychiatrie comme discipline « scientifique », qui en ferait une « médecine comme les autres » débarrassée des « idéologies » du siècle passé.

Cette opération en réalité très idéologique consiste à réduire, sans démonstration convaincante, ce qu'il est convenu d'appeler « maladie mentale » à des causes essentiellement biologiques et génétiques. La dimension sociale et culturelle de la folie disparaît. Les « troubles psychiques » sont ramenés pour l'essentiel à un « dysfonctionnement » du cerveau et à de mauvais apprentissages qu'il conviendrait de « reprogrammer ».

Cette vision scientiste constitue une régression qui met en cause les approches humanistes du soin psychique et de la folie qui ont accompagné les luttes émancipatrices au cours du 20^e siècle. La personne en souffrance n'est plus un sujet ayant des droits, que l'on prend le temps de rencontrer, de connaître et avec qui on élabore un projet de soins. Elle est soumise au bon vouloir d'une science qui l'objective dans ses symptômes.

Cette psychiatrie-là est bien à l'image d'une société libérale autoritaire où les « premierEs de cordée » censésEs savoir ce qui est bon pour l'ensemble de la population entendent imposer aux « gens de rien » les décisions justes et répriment celles et ceux qui y résistent.

J.C. Laumonier

1 – Comportant notamment psychiatres, psychologues, infirmierEs, éducateurEs spécialisés, assistantEs de service social, aides-soignantEs, ASH, ergothérapeutes, etc.

2 – Les conditions d'accueil en hôpital psychiatrique sont régulièrement dénoncées dans les rapports de la contrôleuse des lieux de privation de liberté.

FINANCEMENT « C'EST LE RETOUR D'UNE SORTE DE TRIAGE ENTRE “BONS” ET “MAUVAIS” PATIENTS »

Entretien. Infirmier en psychiatrie depuis quatorze ans, **Charlie Mongault**, militant SUD santé-sociaux au CHU de Tours et membre de la commission psychiatrie de cette fédération,¹ explique les conséquences du manque de moyens pour la psychiatrie publique.

Dans son discours aux Assises de la santé mentale et de la psychiatrie en septembre 2021, Olivier Véran, ministre de la Santé, déclarait : « nous allons donner à la santé mentale et à la psychiatrie la place qui leur revient, une place à la hauteur de l'enjeu pour le quotidien des Français ». Un an et demi plus tard, quel bilan peut-on tirer de ces annonces ?

Depuis la grande agitation gouvernementale des Assises de la santé mentale, rien n'a changé. C'était juste des effets d'annonce comme chaque fois que le gouvernement prend la parole sur un sujet majeur : psychiatrie, écologie, même combat. Au contraire, la grande nouveauté imposée par ce gouvernement, c'est le changement de financement qui après plusieurs années de retard doit entrer en application en 2023. Le financement du public et du privé sont désormais alignés, ce qui ne tient pas compte des missions particulières du service public. Surtout, ce financement se fait désormais en fonction de l'existence ou non de projets « innovants ». Il y a une injonction à l'innovation qui ne tient aucun compte des besoins



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de fonctionnement courant des services.

En quoi le soin psychique est-il particulièrement attaqué aujourd'hui ?

Il serait facile d'évoquer la privatisation rampante de la psychiatrie, mais quasiment tout le monde connaît parfaitement ce processus à l'œuvre. Ce qui est plus spécifique à la psychiatrie, c'est la volonté d'en finir avec la psychiatrie publique de secteur qui s'est mise en place dans les années 1960. Elle était

marquée par la volonté de sortir les soins aux malades mentaux des asiles en s'intégrant à la société, au plus près de la vie des gens. Elle faisait reposer l'organisation de l'ensemble des soins (prévention, gestion de la crise et soin de suite de crise) sur une seule et même équipe publique pluridisciplinaire travaillant ensemble sur un secteur géographique. Cela permettrait à la fois d'assurer les soins lors des hospitalisations complètes (à l'hôpital), mais aussi à l'extérieur dans

les centres de consultation ou des lieux de soins ambulatoires dans les villes et les quartiers (centres médico-psychologiques, hôpitaux de jour...).

L'attaque menée actuellement touche les moyens mis à disposition de la psychiatrie. Elle se fait selon une orientation idéologique bien précise de segmentation du soin. Cela se traduit par la multiplication de propositions de soins hyperspécialisés, avec des équipes dédiées à une seule problématique (comme la prévention du suicide ou des soins dédiés au psychotraumatisme). Cette stratégie semble à première vue une évidence et frappée au coin du bon sens. Elle a en réalité des effets pervers graves et nombreux.

Le développement des nouvelles structures se fait au détriment de la psychiatrie publique généraliste sectorisée. Au niveau des moyens, on déshabille Pierre pour habiller Paul. Et on prive également les équipes de psychiatrie généraliste des savoir-faire de professionnelEs travaillant désormais uniquement dans les équipes spécialisées. C'est pourtant un moment où leur présence dans les services serait

indispensable pour transmettre leur savoir et leur expérience aux nouveaux professionnelEs. Ceux-ci se retrouvent ainsi souvent démunis et sans soutien face aux cas complexes qui arrivent dans les unités « non spécialisées ».

Il s'opère, de fait, une sélection des patientEs sur des critères d'entrée restrictifs. C'est le retour d'une sorte de triage entre les « bons » et les « mauvais » patientEs. Lorsqu'on sait l'intersectionnalité entre la maladie mentale et toutes les problématiques politiques et sociales, comment fait-on avec les personnes qui ne « rentrent pas dans les cases ? »

La situation des unités de secteur devant assurer un fonctionnement 7J/7 avec, 24h/24, avec un nombre de patientEs de plus en plus nombreux, avec des équipes insuffisantes et fragilisées, manquant de professionnelEs expérimentés, devient critique.

Le summum de la perversité de ce système se retrouve lorsque les unités spécialisées après avoir appliqué la prise en charge définie pour une problématique réadressent les patientEs vers la psychiatrie de secteur pour la poursuite de la

prise en charge globale, alors même qu'elle se retrouve sous-dotée pour pouvoir mener à bien les soins.

En 2018, les luttes emblématiques qui avaient eu lieu notamment à Sotteville-lès-Rouen, au Havre et à Amiens avaient laissé espérer un « printemps de la psychiatrie ». Où en sont aujourd'hui les résistances et les mobilisations ?

Comme dans les autres secteurs de la santé, la période du Covid est venue mettre un frein aux mobilisations massives qui avaient tendance à se multiplier. Des luttes et résistances continuent à voir le jour d'un établissement à l'autre. Ce fut le cas pendant un an et demi dans mon établissement, au CHU de Tours, où un projet architectural de regroupement des différents sites d'hospitalisation a servi d'excuse à la direction pour supprimer 84 lits. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres. À la suite des mobilisations évoquées, un collectif large s'est monté, justement nommé « le printemps de la psychiatrie ». De mémoire de collègues, cela faisait bien longtemps qu'une mobilisation ne s'était pas basée sur le refus catégorique de la dégradation de la qualité des soins. Ce collectif est toujours actif. Comme tous les secteurs qui se battent pour le progrès social, la question est de savoir comment articuler les luttes locales avec un niveau global.

Propos recueillis par J.C. Laumonier

1 – Cette commission a notamment publié une brochure sur la psychiatrie : <http://www.sudsantesociaux35.org/Brochure-Psy-Edition-Federation-Sud-Sante-Sociaux-2022>

PRATIQUES « LA CONTENTION FAIT DES MORTS TOUS LES ANS, NOTAMMENT PAR ASPHYXIE »

Entretien. Après le rejet le 31 mars dernier par le Conseil constitutionnel des questions prioritaires de constitutionnalité (QPC) concernant la contention en psychiatrie, nous nous sommes entretenus avec **Mathieu Bellahsen**, psychiatre. Il publie en août prochain aux éditions Libertalia un livre sur le sujet : « Abolir la contention et le système contentonnaire ».

de contre-pouvoir à l'intérieur de l'institution psychiatrique. Pour autant, encadrer ces mesures sans se poser la question de leur réduction conduira fatalement à leur inflation. Tant que la procédure est respectée, on peut attacher ! Par ailleurs, la dernière décision du Conseil constitutionnel conclut à une conformité mais reste problématique dans son argumentation. Étant donné que les personnes isolées et attachées peuvent faire des demandes de réparations financières pour les isolements et contentions abusives, cela revient à dire que le respect des libertés fondamentales peut être bafoué au motif d'une réparation financière d'après-coup !

L'idée selon laquelle la contention serait une modalité du soin est aujourd'hui largement répandue. Ce n'est pas ton avis ?

Non, pour moi il s'agit d'un anti-soin. Dans le cadre du travail d'écriture du livre qui paraîtra en août prochain, j'ai reçu des témoignages directs de personnes qui ont été contentonnées. Que disent-elles ? Que la contention est une humiliation, un traumatisme voire une retraumatisation de violences physiques et psychologiques déjà subies par le passé (inceste, violences sexuelles, agressions physiques, maltraitements psychologiques, etc.). La contention aggrave la méfiance envers les soignantEs



et décontenance la relation thérapeutique à construire. Par ailleurs, comme je le raconterai au travers de vignettes vécues, la contention peut produire du sadisme du côté des soignantEs et de la banalisation par les directions hospitalières et les tutelles pour qui, la plupart du temps, l'important est que l'ordre règne. Dans mon exercice de psychiatre de secteur, je n'ai jamais attaché de patientEs. Dans le pôle de psychiatrie dont j'étais chef nous avions proscrire cette pratique. Pour que cela tienne, il faut un travail institutionnel généralisé au secteur, une limitation permanente des penchants abusifs du corps psychiatrique

La "dématérialisation" des relations humaines s'accompagne d'une surmatérialisation des entraves mécaniques et physiques

qui va des tutelles et directions hospitalières en passant par les psychiatres et les soignantEs. La liberté est toujours un combat et on voit à quel point la société peut sentir le renfermé en ce moment, ce qui se traduit par plus de murs, de chambres d'isolement, de contention et de médications forcées en psychiatrie. Et par un penchant répressif envers les équipes qui soutiennent une psychiatrie critique.

Pourquoi la question de la contention occupe-t-elle une place centrale aujourd'hui ?

Elle est la face émergée de ce que j'appelle le système contentonnaire. Dans la Révolte de la psychiatrie, nous avons montré avec Rachel Knaebel que cette pratique était revenue insidieusement dans les hôpitaux sans que l'on puisse dater exactement son retour majoritaire. Aujourd'hui, 85% des lieux attachent et isolent de façon régulière alors que les 15% de lieux qui font autrement sont décrédibilisés

par les premiers. Le renversement de la charge de la preuve indique bien la perversion du système contentonnaire et comment il fait vriller les pratiques au détriment des premierEs concernéEs, les personnes en souffrance psychiques. Par ailleurs, à mesure que l'intérêt des politiques publiques se centre sur la « e-santé » mentale et les gadgets numériques qui développent de nouveaux marchés pour les start-up, cette « dématérialisation » des relations humaines s'accompagne d'une surmatérialisation des entraves mécaniques et physiques. La contention est clairement une question clinique et politique.

Tu expliques qu'il existe des alternatives à la contention en t'appuyant sur d'autres pratiques. Peux-tu en donner quelques exemples ?

La première alternative au système contentonnaire est de reprendre à la racine le symptôme qu'est la contention et de déplier toutes les sangles de ce système. Faire qu'il y ait plus de lieux de prévention et d'accueil pour la souffrance psychique et éviter que les personnes arrivent dans des conditions dégradées aux urgences où elles seront attachées.... Donc refaire une psychiatrie qui soigne et non se contenter d'une cérébrologie faisant porter tous les troubles aux patientEs. En psychiatrie, l'alternative principale à la contention est un travail sur l'ambiance

institutionnelle, des réunions avec les personnes en souffrance psychique, des activités thérapeutiques, des soins psychocorporels, une disponibilité importante et un intérêt pour l'existence et l'histoire singulières des patientEs, l'accueil de leur milieu de vie, de leurs familles, de leur monde. Ensuite, il y a des techniques de désescalade. Dans le service, nous pratiquons des enveloppements, il y avait un espace d'apaisement et des temps de club thérapeutique qui permettaient que se tissent d'autres liens, plus transversaux, moins verticaux entre les soignantEs et les patientEs.

Au niveau international, l'Islande a aboli la contention. De nombreuses institutions internationales comme le Comité de prévention de la torture sont abolitionnistes et des associations d'usagerEs et de famille le sont également. Il est regrettable qu'en France, la contention ne suscite que peu d'intérêt comparé à sa gravité dans les pratiques : la contention fait des morts tous les ans notamment par asphyxie. Voulons-nous collectivement poursuivre sur cette voie d'une psychiatrie asphyxiante ?

Propos recueillis par J.C. Laumonier

1 – Mathieu Bellahsen a déjà publié la *Santé mentale, vers un bonheur sous contrôle* aux éditions La Fabrique, 2014 et la *Révolte de la psychiatrie*, avec Rachel Knaebel, aux éditions La Découverte, 2020.

AUTOROUTE Un projet anachronique, socialement injuste et écologiquement irresponsable

Les travaux de l'autoroute entre Castres et Toulouse ont commencé... Les 22 et 23 avril, un week-end de mobilisation se déroulera sur le tracé de l'A69. Le collectif local La voie est libre, les Soulèvements de la Terre, Extinction Rebellion et la Confédération paysanne appellent à manifester contre ce projet de l'ancien monde, inutile, coûteux, socialement injuste et écologiquement irresponsable.

Les arguments contre ce projet anachronique sont innombrables, ils seront la base des recours juridiques engagés. Le prix du péage (autour de 17 euros l'aller-retour) pénalisera tous les usagers, dont la durée du trajet gratuit par les itinéraires de substitution va augmenter sensiblement.

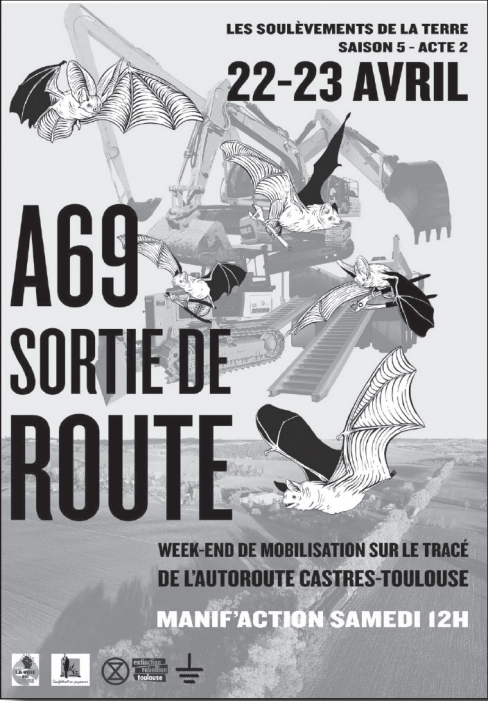
Désastre environnemental

Près de 500 hectares de terres agricoles seront artificialisés. L'A69, construite en partie en zone inondable, augmentera les risques d'inondation. L'habitat et les zones de reproduction de nombreuses espèces d'oiseaux et de chauve-souris seront menacés. C'est un encouragement direct à l'utilisation de la voiture individuelle. Un désastre environnemental pour un gain de temps dérisoire. Ceux qui auront les moyens de prendre l'autoroute gagneront 15 minutes avant de se retrouver dans les embouteillages à l'entrée de Toulouse, ils le feront au prix d'une augmentation importante de leurs émissions de GES.

Projet alternatif

De nombreuses actions ont déjà eu lieu, en particulier la défense des alignements d'arbres centenaires menée par les «écureuils» et Thomas Braille, du groupe national de surveillance des arbres, durant le mois de mars, pour éviter des dégâts irréversibles. Les majorités départementales et régionales (PS, PCF et radicaux de gauche) renient leurs engagements sociaux et environnementaux pour quelques minutes de gagnées... avant que la vitesse ne soit limitée à 110...! Pourtant un projet alternatif existe, l'amélioration de la nationale 126, un aménagement routier sécurisé et accessible à tous. Et face aux enjeux environnementaux, il faut renforcer les transports en commun, développer les moyens d'auto-partage! Nous assurons de notre soutien les organisations et collectifs à l'initiative de cet appel. Responsables du devenir de notre planète, soucieux de la justice sociale, refusant les atteintes irréremédiables à notre environnement, nous exigeons l'annulation de l'autorisation des travaux. Nous appelons au week-end de mobilisation sur le tracé de l'A69 et à la manifestation le samedi 22 avril. Le lieu et le programme précis seront publiés sur la page de «La voie est libre», 3 ou 4 jours avant le 22 avril.

Comités NPA 31 et 81



C'est cette fois la conclusion de travaux d'un rapport¹ commandé par 4 ministères (Écologie, Intérieur, Agriculture, Santé) au sujet de la gestion de l'eau. Celui-ci rappelle plusieurs éléments factuels : les pics de chaleur qui, d'une année sur l'autre, sont de plus en plus hauts et fréquents ; les canicules qui sont de plus en plus longues et à des moments correspondant à des périodes «tempérées» (printemps, automne) ; le manque de précipitations, et particulièrement le fait qu'il n'y a pas eu de pluie pendant plus d'un mois début 2023. Autant d'éléments qui montrent que le réchauffement climatique accélère et prend de la vitesse au fur et à mesure que les températures augmentent. Les phénomènes de sécheresse — y compris hivernales — deviennent une «norme», et c'est désormais la question de l'accès à l'eau qui est posée y compris dans les hautes sphères de l'État. Aurons-nous toujours de l'eau au robinet cet été?

Une fuite en avant productiviste

Lorsqu'il fait plus chaud, les gens consomment plus d'eau. Lorsqu'il y a des sécheresses, les champs (tels qu'ils sont cultivés aujourd'hui) demandent plus d'eau. Et ainsi de suite. Rien n'est fait pour gérer l'eau de façon raisonnée. Pire, alors que des habitantEs pourraient manquer d'eau à très court terme, les projets délirants se multiplient, comme le rappelle toujours le rapport, à l'image des Jeux olympiques ou de la Coupe du monde de rugby, qui vont amplifier la crise et possiblement nous rapprocher de la pénurie. Sur le sujet du nucléaire, alors que l'on connaît les niveaux des fleuves et rivières qui sont bas et vont être — en toute logique — au plus bas cet été, rien n'est acté non plus pour envisager une sortie la plus rapide possible. Les possibilités d'un accident se renforcent.

Les mégabassines symboles de l'autodestruction capitaliste

Les gouvernants savent très bien que les mégabassines sont écocides. Le CESE (Conseil économique, social et environnemental), dans un avis rendu le 11 avril dernier², recommande d'interdire les subventions publiques à « tout

ÉCOLOGIE L'eau, c'est la vie... et la crise de l'eau est extrême

C'est la première fois, en France, que le sujet de l'eau suscite autant de discussions. Depuis les mobilisations contre les mégabassines — et cela a pris une autre dimension avec Sainte-Soline — la lutte pour faire de l'or bleu un bien commun arrive à un niveau de popularité et de radicalité impressionnants.

ARNAUD ROUSSEAU
CÉRÉALIER ET PATRON DE L'AGRO À LA TÊTE DE LA FNSEA



projet de création de mégabassines, notamment celles alimentées par pompage dans la nappe phréatique». Une carte³ du BRGM (Bureau des ressources géologiques et minières) montre que le niveau des nappes au 1^{er} avril est effrayant : 2/3 du territoire voient leurs nappes à (au mieux) «un niveau modérément bas», et 1/3 ne parvient qu'à un «niveau autour de la moyenne». Autrement dit, aucune nappe en France n'est à un niveau modérément haut, haut ou très haut. Pourtant, 93 mégabassines sont prévues dans les 4 départements du Poitou-Charentes. Et le tribunal administratif de Poitiers vient de rejeter la demande des antibassines de reconnaître ces projets comme anti-écologiques et donc illégaux (la cour de Bordeaux pourrait prendre une autre décision en appel). Ce choix concerne notamment la bassine de Sainte-Soline. Tout un symbole, éminemment politique.

Une autre politique est possible

Le ministre de l'Écologie, Christophe Béchu, a tout dit en expliquant que le réchauffement climatique «n'est pas un phénomène politique, mais naturel». Il est climato-sceptique. Ou du moins préfère-t-il aller sur ce terrain-là plutôt que remettre en cause les politiques capitalistes et productivistes qui créent cette situation. Aussi, on sait déjà ce qu'ils vont nous pondre : des restrictions d'eau, une augmentation des prix, des fermetures de piscines publiques, des amendes, etc. Mais dans le même temps, les bassines se font, les JO se tiennent. Les gros continuent de gaspiller l'eau pendant que la population va crever de chaud, devoir se restreindre et peut-être manquer d'eau. Nous disons nous qu'il est possible de limiter au maximum le désastre en révolutionnant le modèle de production (agricole, industriel)

en développant le bio, les petites parcelles, le maraîchage ; en rendant gratuite l'eau nécessaire à la vie et en taxant la surconsommation ; en rendant gratuites les piscines publiques et en interdisant les privées... L'eau doit être un bien commun. Dans un service public démocratique, les usages de l'eau doivent être discutés. Comme nous devrions pouvoir discuter et décider de ce que l'on produit, de comment on le produit, toutes et tous ensemble. Une société écosocialiste est possible. Ça passe aujourd'hui par une lutte sans concession avec l'ensemble des personnes qui relèvent la tête et se battent contre ce système injuste qui détruit nos vies et la planète. C'est une lutte politique.

Contre les mégabassines, pour l'eau, nous reprendrons très vite le chemin de la mobilisation : seulement aujourd'hui nous pansons les plaies de la répression, dénonçons l'État policier et les logiques capitalistes, organisons la solidarité, notamment via des réunions «après Sainte-Soline», afin de prendre soin de nos camarades, et de repartir plus fortes et forts au combat. On ne lâche rien.

Alexandre Raguet

1 – Inspection générale de l'Environnement et du Développement durable. *Retour d'expérience sur la gestion de l'eau lors de la sécheresse 2022*. <https://www.igesdd.developpement-durable.gouv.fr/retour-d-experience-sur-la-gestion-de-l-eau-lors-de-la-secheresse-2022>.
2 – Audrey Garic et Mathilde Gérard, «Sécheresse : un rapport interministériel appelle à un "changement radical" dans la gestion de l'eau», *le Monde*, 12 avril 2023. https://www.lemonde.fr/planete/article/2023/04/12/secheresse-un-rapport-interministeriel-appelle-a-un-changement-radical-dans-la-gestion-de-l-eau_6169157_3244.html
3 – Nappes d'eau souterraine au 1^{er} avril 2023 et risques de sécheresse estivale. <https://www.brgm.fr/fr/actualite/communiqu%C3%A9-de-presses-nappes-eau-souterraine-au-1er-avril-2023-risques-secheresse-estivale>

RETRAITES Femmes en luttes, femmes en première ligne!

Les femmes sont particulièrement touchées par les conséquences de la contre-réforme des retraites. Elles occupent les emplois les plus précaires, gagnent en moyenne 28 % de moins que les hommes. Elles subissent les temps partiels imposés et les carrières hachées pour 40 % d'entre elles qui partent déjà avec une retraite incomplète et donc une pension amputée.

Et ce projet de loi va creuser davantage les inégalités. L'impact de la réforme pour les femmes n'est un secret pour personne. Franck Riester, ministre chargé des relations avec le Parlement, l'a même reconnu publiquement à la télé. Que ce soit à la maison ou au travail mais aussi dans la bataille contre la réforme, ce sont les femmes qui sont en première ligne. Pour toutes ces raisons et pour donner une visibilité à la lutte des femmes

contre la réforme, les militantes du NPA Paris-Banlieue ont décidé d'organiser une action spécifique féministe. Dimanche 16 avril, nous nous sommes réunies en fin d'après-midi pour confectionner une banderole aux couleurs du mouvement féministe et de l'anticapitalisme.

Nous sommes fortes, nous sommes fières...

Nous avons mené cette action en non-mixité femmes et minorité de

genre pour montrer qu'on ne va pas se laisser faire et que même si Macron a promulgué la loi en pleine nuit comme un voleur, la mobilisation ne s'arrêtera pas là. On est «pas prêtes à se taire!» Nous avons lâché la banderole sur le périphérique afin qu'elle soit largement visible, chanté des slogans pour nous faire entendre et fait brûler des fumigènes violets aux couleurs du mouvement féministe pendant que les automobilistes klaxonnaient pour marquer leur

soutien! Une joie et une détermination dans la lutte qui ont été largement contagieuses et ont été accompagnées par un véritable concert de klaxons! Cette action nous a permis de nous retrouver toutes ensemble, entre militantes féministes et anticapitalistes et de montrer qu'on reste déterminées à se battre contre cette réforme qui pénalise les femmes en premier lieu et nous allons réaliser d'autres actions de ce type, mais également continuer de nous adresser plus largement aux autres organisations du mouvement féministe. Il ne faut pas hésiter à nous rejoindre pour y participer!

Anne-Laure Maève

Pour voir la vidéo de cette action :



Comment la mobilisation a-t-elle commencé ?

Chez nous, ça a vraiment commencé fort, avec 70 étudiantEs en AG juste après le 49.3. Cette semaine, cela va un peu décroître. On va voir si cela se relance ou pas, mais déjà, c'est assez cool ce qui s'est passé. Dès le début, il y a eu l'idée d'une occupation, d'ouvrir l'école pour avoir des temps de débats, d'ateliers... Cela fait un mois que cela dure avec des choses qui se sont lancées, d'autres en suspens qu'on pourrait relancer. Il y a surtout eu des actions et des manifs, avec la vente d'affiches, des objets d'art ou même un stand de crêpes..., ce qui a rapporté 1000 euros en soutien aux grévistes.

À qui avez-vous reversé la somme ?

Nous avons reversé la somme aux syndicats, mais on ne sait pas qui en profite exactement et c'est compliqué... Ce n'est pas forcément à nous de gérer ça. On fait confiance aux syndicats, on espère qu'ils en feront bon usage. Cela a posé débat parmi les étudiantEs, car on hésite à donner plus spécifiquement à un secteur stratégique en grève (éboueurs de Paris, dockers...) À moins d'aller sur un piquet de grève local...

Au moment du 49.3, de nombreuses écoles étaient fermées contre la casse du service public, dont les écoles d'art. Il y avait déjà un peu le côté convergences des luttes.

Y a-t-il des gens qui ont demandé quel était le rapport entre les deux ?

Oui, mais les étudiantEs ont rapidement été convaincuEs par le fait que la politique néolibérale de Macron détruit les acquis sociaux et les outils démocratiques, donc que l'une ne va pas sans l'autre. Typiquement, ce qui s'est passé est l'exemple le plus parlant : il

CULTURE « La politique néolibérale de Macron détruit les acquis sociaux et les outils démocratiques »

Entretien. Au Mans, l'école des Beaux-Arts est occupée par ses étudiantEs depuis mi-mars. **Nathan**, artiste en résidence là-bas, nous raconte son expérience de la mobilisation.

casse nos retraites par une pratique autoritaire. Clairement, j'ai vu la convergence se faire dans l'esprit des étudiantEs. Il y en a plein que ne sont pas très politiséEs, qui s'engagent pour la première fois dans un mouvement, mais ce genre de discussions a permis de faire le lien. Avant cela, on n'en parlait qu'entre quelques personnes politisées. En plus, nous on s'en sort mieux qu'à Tours et Angers (où les casses ont été encore plus dures à cause des politiques municipales), parce qu'on a des formations orientées « nouvelle industrie », mais paradoxalement on est obligé de se combiner aux écoles d'architecture en mode « start up multifonction » pour pouvoir être financés. La logique, c'est faire plus avec moins, être multifonction, être une école de design, de transition écologique... Même si pour nous, c'est intéressant ce croisement. Le problème, c'est la pression à être utile. Au final, la plupart des étudiantEs ne se projettent pas en tant qu'artiste professionnel, mais se disent « j'acquière des compétences qui vont me permettre de trouver du travail dans le cinéma ou le théâtre » en espérant juste pouvoir continuer sa pratique à côté... Dans ce métier, c'est compliqué d'avoir un sentiment collectif. On a discuté du fait que les artistes ont quelque chose à apporter aux



NPA

luttes et au dépassement du capitalisme en créant des nouveaux horizons désirables. L'art est un vecteur de désirs, d'imaginaires. Donc on a quelque chose à dire, par exemple par nos affiches, mais au-delà on a à proposer un monde un peu comme l'avaient fait les avant-gardes artistiques et révolutionnaires du 20^e siècle. Cette envie est présente notamment en lien avec la crise écologique : comment réactualise-t-on les projets utopiques là-dedans ? On ne peut pas reprendre tels quels les projets des constructivistes¹, mais il faut bien dépasser cette crise.

À part les dons d'argent au syndicat, quels sont vos liens avec l'extérieur ?

Au début, il y a eu une frilosité à ouvrir l'occupation aux extérieurs.

C'était la première fois pour beaucoup et on s'est retrouvé tout de suite avec l'école en main, on voulait vraiment que cela se passe bien et qu'on commence par s'autogérer. D'ailleurs, comme moi je ne suis pas étudiant, j'ai fait attention à leur laisser la main. Maintenant, cela fait un mois qu'on a prouvé qu'on pouvait le faire et la question se pose : qu'est-ce qu'on en fait ? Il y a des gens qui disent que tant que cela ne sera pas le bordel, cela ne bougera pas, mais personne ne se sent d'aller brûler des poubelles directement, d'être à l'initiative d'une action radicale...

Mais le blocage de l'économie peut être très organisé, non ?

Oui, en fait, certainEs ont une vision réduite de la mobilisation avec ce qui se passe à Paris dans les manifs sauvages. Je sens qu'il y a une énergie assez diffuse, mais pas d'expérience militante. Spontanément, il y a une grande défiance vis-à-vis du gouvernement, une colère et une envie que cela bouge. Après cette énergie va-et-vient, dès qu'une action est proposée, ça suit, puis ça discute de faire plus. Cette semaine, ça s'est calmé, mais au premier appel, cela pourrait reprendre !

Propos recueillis par Tony NPA 72

1 – Mouvement qui, en architecture, s'est développé en Union soviétique dans les années 1920.

HOMMAGE Jacques Gaillot, un évêque compagnon de route des sans !

Jacques Gaillot a été, depuis sa nomination en tant qu'évêque de Dreux en 1982 et jusqu'à ce 12 avril, jour de sa mort, un prélat qui dérangeait l'Église romaine. Celle-ci ira jusqu'à le nommer évêque « in partibus » d'un diocèse inexistant, celui de Parténia, disparu sous le sable depuis le 5^e siècle !

Un évêque engagé dans de nombreuses luttes avec les « sans » pour obtenir leurs droits que nous avons eu la chance de croiser souvent dans ces combats communs.



JMB

Soutenir les excluEs de l'Église catholique

Il s'est d'abord distingué par des positions en contradiction avec la doxa catholique. En soutien à celles et ceux qui, bien que croyantEs, sont excluEs de cette Église. Soutien affiché aux homosexuelEs, il accepte des interviews dans les journaux *Lui* et *Têtu* et se prononce très tôt pour le mariage pour toutEs. Il veut des changements radicaux pour l'Église : le droit des divorcéEs à se remarier religieusement s'ils le souhaitent, l'ordination des femmes ou encore le droit à la prêtrise des hommes mariés.

Et, de plus en plus, il prend des positions politiques sur l'accueil inconditionnel des immigréEs qu'il communique largement dans les différents médias. Lors d'une conférence des évêques de France, en 1993, avec une petite dizaine d'autres, il se prononce contre la position officielle de la hiérarchie catholique qui soutient le développement du nucléaire. Le pire pour l'Église, c'est qu'il rompt le sacro-saint silence des cénacles épiscopaux en diffusant largement sa position aux médias. Joignant les actes aux paroles, il s'engage dans Greenpeace et s'embarque sur l'un de leurs bateaux pour dénoncer les essais nucléaires français en Polynésie.

Soutenir les combats des sans

À partir de 1994, nous le côtoyons beaucoup, et le plus souvent avec ses deux complices en solidarité, Albert Jacquard et Schwartzberg, trio que ce dernier appelait « les dreyfusiens du 20^e siècle ». En 1994, il devient co-président de Droits Devant !!, mouvement nouveau contre la précarité et l'exclusion créé par des excluEs eux-mêmes dans lequel des militantEs de la LCR s'engageront aussi. Jacques Gaillot a participé l'emblématique occupation de la rue du Dragon en 1994.

En 1995, lorsqu'il est relevé de ses fonctions épiscopales pour prises de position contraires à celles de la hiérarchie catholique et donc jugées par celle-ci contraires à ses fonctions d'évêque, c'est une réaction massive et populaire qui s'exprime partout en France. 40 000 personnes rassemblées à Paris et des milliers devant tous les évêchés du pays. L'Église a raté son mauvais coup, est sortie encore plus divisée que jamais mais Gaillot, « le provocateur crucifié » (*Libération*) devient une icône bien vivante ! Que l'on croisera sur tous les terrains de lutte car, dira-t-il, « puisque Parténia n'a pas de lieu, je serai partout où des « sans » jugeront ma présence utile ». Depuis, Jacques Gaillot a participé à toutes les grèves de la faim de migrantEs et à toutes les occupations conduites par le DAL dont il était co-président d'honneur. Il était venu notamment soutenir les expulséEs du 76 Gabriel-Péri à Saint-Denis en janvier 2012. Souriant, déterminé et hypercalme notamment dans les moments de confrontation avec les flics ou les tensions entre les occupantEs fatigués, Jacques Gaillot se sentait fort de notre légitimité commune. Il rassurait celles et ceux qui en avaient besoin et impressionnait les flics. Il aimait rire, bien manger et danser. Alain Krivine et lui rivalisaient de blagues (plus ou moins drôles...) et s'estimaient beaucoup.

Roseline Vachetta et JMB

SOLIDARITÉ Soirée de soutien aux camarades soulevéEs !

Mardi 12 avril à Paris avait lieu à l'initiative des 4 médias en ligne que sont Reporterre, Blast, Socialter et Terrestres une soirée de soutien aux Soulèvements de la Terre. Un grand moment de solidarité...

En quelques heures tous les billets d'entrée, émis en urgence pour respecter la jauge, sont partis. Peu avant 19 heures, devant la salle La Station-Gare des Mines, à la porte d'Aubervilliers, la file d'attente s'allonge sous l'averse, quand une fourgonnette de la gendarmerie trouve bon d'arrêter la circulation pour faciliter son stationnement sur le trottoir. Une provocation ! Car toutes et tous nous sommes là contre la répression, venuEs en soutien aux Soulèvements de la Terre, menacés de dissolution par Darmanin au lendemain de la manifestation à Sainte-Soline. Le décret de dissolution qui devait paraître ce jour-là ne l'a pas été ; il devrait finalement l'être le 19 avril.

Politiques écocides et liberticides

L'heure est à la solidarité face à la répression et aux politiques écocides et liberticides, avec une pensée particulière pour les victimes et les blesséEs. Plus d'une vingtaine de personnalités, intellectuelEs, scientifiques et



NPA

porte-parole se succèdent sur scène avec un mot qui évoquent pour chacun les Soulèvements de la Terre. Une occasion de parler du climat, du vivant « assiégé par le capitalisme », de désobéissance civile, de combats contre le colonialisme, de stratégie et de solidarité à partir d'un terme : « inaction, accaparement, terreur » pour Philippe Descola, anthropologue, qui n'a pu résumer

en un mot ; « justice » pour Thibaut Spriet du syndicat de la magistrature ; « gravité » pour Valérie Masson-Delmotte, paléoclimatologue ; « chaîne » pour Christine Poupin, notre porte-parole ; « solidarité » pour Vanessa du collectif des Mutilés pour l'exemple et Fatou Dieng, « chronologie » pour Inès Léraud, journaliste indépendante, « respect » pour Nicolas Girod de la

Confédération paysanne, « islam » pour Louisa Yousfi, « vérité » pour Marine Tondelier, « brave » [ou BRAV] pour Alain Damasio. Et bien d'autres encore comme Julien Le Guet du collectif Bassines, non merci !, Cyril Dion, Emmanuel Vire du SNJ-CGT, Juan Pablo Gutierrez, représentant des peuples indigènes de Colombie, Audrey Vernon, Benoît Bateau, député européen d'EELV et paysan, Françoise Vergès...

La dernière lettre des parents de Serge lue avec émotion montre combien le combat contre « l'aménagement capitaliste du territoire et la répression » doit continuer. Enfin, la saison 5 des Soulèvements de la Terre qui a commencé avec Sainte-Soline se poursuit et les militantEs contre l'auto-route Castres-Toulouse, contre le contournement Est de Rouen, contre le Lyon-Turin et les militantEs de Saint-Colomban sont venus nous dire que le combat continue.

Fabienne Dolet

Pour visionner la soirée : <https://www.youtube.com/watch?v=VjzUQDHUz1k>

Lire aussi page 12.

Débat**Rencontre-discussion entre le NPA 27 et des militantEs LFI**

Pas un meeting, pas une réunion publique, mais un moment d'échanges et de partage d'idées entre le NPA 27 et des personnes côtoyées depuis la présidentielle, dans les manifs et dans les luttes, toutes membres de LFI. Pour cela, nous avons invité Christine connue ici comme militante rouennaise et porte-parole du NPA.

Christine a introduit la rencontre en analysant la période à la fois compliquée et exaltante que nous vivons avec la bataille contre la réforme des retraites. Elle a montré comment cette attaque supplémentaire contre le monde du travail afin de briser les résistances et les forces qui restent au mouvement ouvrier est lourde de conséquences.



NPA

Parler de l'auto-organisation a permis d'expliquer ce que nous défendons par ce terme, comme outil indispensable aux luttes, à l'appropriation par les grévistes elles-mêmes et eux-mêmes de leurs batailles pour décider, pour apprendre et expérimenter, pour avancer ensemble, pour contourner la bureaucratie syndicale. Ajoutons que l'auto-organisation va plus loin dans la mesure où elle donne à voir avec le programme de libération des dominations à l'œuvre dans la société capitaliste patriarcale : réfléchir par nous-mêmes, discuter pour décider, accepter la diversité des points de vue et sortir des revendications émancipatrices.

Au Havre, contre l'extrême droite le 1^{er} Mai

Christine est revenue sur ce que nous défendons au NPA : un programme écosocialiste. Et pourquoi. Les six camarades de la LFI présentEs ont attrapé chacunE une partie de l'exposé et ont rebondi sur des sujets qui, mis bout à bout, nous ont permis de partager la même envie d'en finir avec le vieux monde. La question du RN, de sa percée durable dans les classes populaires et de sa possible accession au pouvoir a longuement été débattue. Beaucoup ont annoncé se rendre au Havre le 1^{er} Mai pour la contre-manifestation en marge de la fête de Jeanne d'Arc organisée par le RN. D'autres rencontres seront nécessaires pour affiner les échanges et discuter des divergences que nous pouvons avoir avec LFI (son organisation non démocratique reconnue par les participantEs, sur son programme, le rapport aux institutions et à l'État). Mais à un moment où nous avons besoin d'unité et de radicalité, de boussole politique commune afin d'éviter les chemins balisés de la social-démocratie, les échanges avec des militantEs qui s'interrogent, qui nous rejoignent dans les cortèges et dans les idées sont indispensables. Nous regrettons que les deux camarades du PCF invités ne soient pas venus. Le récent congrès et la reconduction de Fabien Roussel n'y ont peut-être pas étrangers.

Alex et Sophie

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

Île de La Réunion**Reconstruire un outil politique anticapitaliste et anticolonialiste**

Le NPA a été invité à passer quelques jours sur l'Île de La Réunion. Des camarades organisés anciennement dans le NPA-Réunion ressentent le besoin et la nécessité de reconstruire un outil militant anticapitaliste, large et unitaire. Pour relancer la machine, un séjour militant, rythmé par de multiples rencontres et d'initiatives diverses a donc été élaboré.

La situation de l'île est particulière : administrativement, c'est un « département » français mais historiquement et politiquement c'est une colonie parmi les quelques-unes qui restent de l'ancien empire colonial français. C'est une région où le chômage, la précarité, l'illettrisme, la pauvreté sont très importants, à un niveau bien plus élevé qu'en France.

Rien ne se décide sur l'île

L'économie est orientée par et pour l'Europe, rien ne se décide dans l'île. Il n'y a pas d'industrie, quasiment tout est importé même les fruits et légumes, rien n'est fait pour assurer une autonomie alimentaire et autres. C'est une île en plein océan Indien, à proximité d'autres îles comme Madagascar, Maurice, les Comores, mais sans liens économiques réels. La population est un mélange d'origine esclave, des peuples alentours, africains, indiens, asiatiques... avec plusieurs religions et traditions qui se côtoient. La langue créole, issue de cette histoire, n'est pas une langue officielle. C'est le français qui s'impose. Après cette brève et partielle présentation, voici en résumé l'essentiel de notre séjour qui a donc consisté à découvrir cette île, son histoire, sa population, ses peuples, sa culture, sa souffrance sociale avec les difficultés que nous retrouvons ailleurs en France mais fortement aggravé.

Rencontres militantes

Au fil des jours, nous avons rencontré des délégations de camarades de la CGT réunionnaise — avec qui nous avons parlé bataille des retraites bien sûr et situation sociale de l'île — et du Parti communiste réunionnais pour parler perspective politique et notamment du colonialisme de l'État français. Nous avons rencontré aussi plusieurs collectifs militants comme Oasis-Réunion (très impliqué dans la bataille pour l'autonomie alimentaire), les « Zazallés » issus du mouvement des Gilets jaunes qui occupent depuis novembre 2018 un rond-point où s'installe un « village » autogéré, emblème d'une forme de résistance.

S'opposer à l'opération militaire « Wuambushu »

Nous avons participé à la manifestation contre la réforme des retraites, moins puissante qu'en France mais avec la même colère. Nous avons pu échanger avec les militantEs des différentes organisations syndicales. Nous avons aussi participé au rassemblement de soutien aux populations comoriennes et mahoraises victimes de la misère et de l'oppression coloniale à Mayotte, une initiative pour dénoncer et s'opposer à l'opération militaire « Wuambushu » qui vise à expulser des milliers de ComorienEs de Mayotte considérés par Macron-Darmanin comme des sans-papiers, avec l'objectif de détruire le bidonville.



Avec des camarades de la CGT réunionnaise. NPA

Anticapitalisme, antiracisme, anticolonialisme

À côté de ces rencontres et initiatives, nos camarades anticapitalistes ont organisé une projection du film *Il nous reste la colère* dans un cinéma de Saint-Denis (avec 60 personnes, c'était complet) et un meeting à Sainte-Suzanne, un des endroits les plus populaires de l'île, qui a malgré les difficultés diverses regroupé aussi une soixantaine de personnes. À chaque fois, nous avons discuté luttes sociales, anticapitalisme, antiracisme, anticolonialisme ainsi qu'autonomie économique et politique. La question principale étant comment construire un cadre militant unitaire qui coordonne, qui regroupe tout un milieu militant éparpillé, qui

redonne confiance et des perspectives politiques.

Cette activité, couplée à une médiation télé, radio, presse écrite, a permis de rendre visible ces préoccupations militantes du côté de la gauche radicale, anticapitaliste et anticolonialiste, féministe et écologiste. Des contacts ont été pris, y compris auprès de la jeunesse lycéenne, avec l'objectif d'organiser rapidement des réunions et l'espoir de remettre en place un outil politique radical et ouvert, dans une période de mobilisation sociale qui devrait aider à redonner de la confiance. En tout cas, voilà un séjour réussi, très riche en discussions qui a bien dynamisé la dizaine de camarades réunionnaisEs comme nous-mêmes. À suivre...

Béa et Philippe

Fête anticapitaliste à Rennes**Débattre de nos luttes, se donner l'énergie de les continuer**

Ce samedi 15 avril s'est tenue l'annuelle fête du NPA Rennes, l'occasion de discuter politique, d'échanger sur le mouvement social en cours et de préparer les luttes à venir!

Au cours d'une journée ponctuée de débats et d'interventions de divers camarades actrices et acteurs des luttes, ce sont près de 200 personnes qui ont pu se réunir dans la salle du centre social Carrefour 18 à Rennes.

Un débat riche sur les luttes féministes et le mouvement social

Cette fête anticapitaliste s'est ouverte sur une table ronde autour des luttes féministes avec notre camarade Aurore Koechlin, autrice du livre *la Révolution féministe*, et une soixantaine de personnes. Notre camarade a pu discuter de la quatrième vague du mouvement féministe venue d'Amérique latine, portée par les combats contre les féminicides et pour la liberté des femmes à disposer de leur corps, amplifiée par le moment #MeToo. La discussion a aussi porté sur l'articulation entre le mouvement féministe et le mouvement contre la réforme des retraites. La présence



NPA

des féministes dans les manifestations depuis janvier a en effet été remarquée, avec des cortèges féministes dans de nombreuses villes. La séquence des 7 et 8 mars a permis d'abord de poser plus largement que d'habitude la question de la grève féministe et ensuite de voir partout un nombre de manifestantEs très haut pour un 8 mars. Répondant à notre invitation, les camarades de Nous Toutes 35 ont

aussi pu prendre la parole pour discuter de leur intervention dans les luttes locales et de leur expérience du cortège féministe organisé dans les manifestations depuis janvier, une initiative remarquée et appréciée à Rennes.

Un meeting pour se (re)donner l'énergie de continuer le combat

En deuxième partie de la fête, et devant près de 200 personnes,

s'est tenu un meeting à plusieurs voix. Tout d'abord celles des camarades du comité rennais des Soulèvements de la Terre, qui ont évoqué la menace de dissolution, la forte vague de soutien qui s'est manifestée ces derniers jours, et les luttes à venir. Suivies de celle d'une militante du collectif de soutien aux personnes sans papiers qui est venue parler du projet de loi raciste de Darmanin sur l'asile et l'immigration. Notre camarade T. du NPA Rennes, et membre de la commission LGBTI du NPA, s'est ensuite exprimée pour montrer les conséquences spécifiques de la réforme des retraites sur les personnes LGBTI et pointer le danger des forces réactionnaires et d'extrême droite qui, à travers l'offensive anti-trans, menacent les droits de toutes les personnes LGBTI et de toutes les femmes. C'est enfin Olivier Besancenot qui est venu conclure le meeting et a rappelé l'importance de ne pas abandonner et de continuer la lutte car même si nous n'avons pas encore gagné, nous pouvons toujours, et nous devons, gagner. Ce qui est sûr c'est que la crise actuelle nous rappelle que pour notre survie collective, il y a urgence à dégager Macron et son gouvernement et à construire une alternative au monde capitaliste.

CorrespondantEs

Essai

Les médias contre la gauche, de Pauline Perrenot

Éditions Agone, 2023, 312 pages, 15 euros.

On le savait, le capitalisme trouve des intellectuelEs pour le défendre. Chiens de garde, nouveaux chiens de garde, les dénominations changent... les concepts moins. La garde rapprochée idéologique du capital tiendrait plutôt à notre époque du roquet bruyant, plus encore lorsqu'il ou elle agit à la télévision en tant qu'animateur. Suivez mon regard...

Une information au service des dominants

Ici, ce ne sont pas tant les amuseurs publics qui font la courte échelle à tel ou tel ou applaudissent à la dernière trouvaille du capital pour mieux nous exploiter qui sont en jeu. Non, ici, il s'agit d'analyser et de démontrer comment la presse fait le lit confortable de certaines idées et de leurs représentants, éliminant avec soin toute opposition. Culture de l'entre-soi de classes, indépendance des rédactions malmenée, traitement de l'information orientée : tous ces travers sont connus, étudiés parfois même en école de journalisme. On ne s'étonnera donc pas de découvrir de quelle servilité certains journalistes font preuve, mais on pourra s'inquiéter de l'ampleur qu'elle a prise ces dernières années... au point d'effacer toute légitimité à une voix journalistique indépendante et progressiste.

Journalisme de cour

Ce n'est pas la moindre des qualités de Pauline Perrenot, membre de la rédaction d'*Acrimed*, que de démontrer avec minutie, à l'aide de nombreux exemples et citations, comment le quatrième pouvoir se met au service des puissants. L'accumulation des couvertures de magazines et de « une » de journaux, l'addition des mêmes termes



plusieurs fois repris donnent le vertige. Elles montrent dans quel bain médiatique nous vivons... Ainsi, l'environnement radio-phonique, télévisuel et écrit des dernières années est passé au crible : de l'ascension de Macron en 2016 à l'anticipation d'un potentiel duel Macron-Le Pen en 2022 plus d'un an avant l'élection présidentielle, en passant par les louanges d'Édouard Philippe, les « faiseurs d'hommes » ne se lassent pas. C'est ce que

l'autrice appelle le « journalisme de cour ».

La servilité ayant plusieurs habits, le livre analyse également le « journalisme de dédialisation » ou comment donner à Marine Le Pen les atours d'une gentille tata et offrir à Éric Zemmour un tremplin...

Connivences économiques

Quant au journalisme qui chante sans arrêt les louanges du « Travailler plus pour gagner

plus » il a connu ces quinze dernières années, depuis Sarkozy, sa meilleure vie. Quel que soit l'état de l'économie, la réponse des éditocrates est toujours la même : l'exploitation accrue de la force de travail ! En 2018, au moment de la privatisation de la SNCF, certains ont prétendu être « experts » pour faire avaler des couleuvres aux travailleurEs. Pendant la grève à France Inter en 2019, Léa Salamé s'est empressée d'interviewer Carlos Ghosn au sujet de son évasion. De connivences économiques en habiles diversions de peopolisation, le journalisme de cour et de classe peut également dériver vers le « journalisme de préfecture ». C'est tout l'intérêt du livre que de nous rappeler comment la presse a couvert le mouvement des Gilets jaunes en 2018, ses mutilés ou la mort de Steve Maia Caniço. Il montre comment l'ordre, l'État et l'autorité sont encensés, au point que l'information se mue en « cadre interprétatif ».

Enfin, après les « experts béats du marché » et les pourfandeurs de l'« ensauvagement », l'entreprise médiatique s'attaque à décrédibiliser les syndicats, à criminaliser les actions collectives militantes et à diaboliser toute opposition à l'État et au marché, des islamogauchistes aux écoterroristes.

À l'heure de la grande concentration des rédactions aux mains des milliardaires, *les Médias contre la gauche* non seulement démonte les mécanismes de production (et de reproduction) de l'information mais démontre aussi que les médias sont un outil de manipulation parfois massive et une arme au service de la « domination symbolique du capitalisme ».

Les années qui viennent de s'écouler ont aggravé l'« anémie du pluralisme ». Lire ce livre, c'est s'en convaincre pour commencer à combattre le capitalisme sur ce plan également. C'est aussi trouver bien des arguments pour contrer les « nouveaux chiens de garde ». Une sorte de manuel d'autodéfense journalistique !

Fabienne Dolet

l'Anticapitaliste la revue

Le n°144 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Essai

Silence dans les champs, de Nicolas Legendre

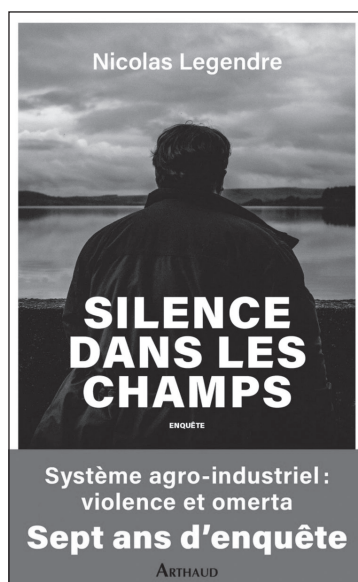
Éditions Arthaud, 2023, 352 pages, 20 euros.

Nicolas Legendre est journaliste, et à ce titre il a participé à la conférence de presse donnée par Morgan Large à la suite du dernier sabotage dont elle a été victime¹. Nicolas Legendre est écrivain, et Morgan Large apparaît également dans son dernier livre qui traite de façon très détaillée du système mis en place au cours des soixante dernières années pour installer et faire durer le modèle agricole breton. Nicolas Legendre brosse un tableau glaçant d'un phénomène socio-économique singulier ! C'est d'abord l'émergence du fameux modèle reposant sur la collusion du pouvoir politique avec des secteurs du syndicalisme agricole, de la banque des paysans, des chambres d'agriculture et des néo-entrepreneurs bretons « qui en ont ». Puis, c'est le règne sans partage de la toute-puissante sphère de l'agro-industrie qui asservit les paysanEs et les travailleurEs de l'agroalimentaire

et dévaste l'environnement, sur terre comme dans les airs, dans les rivières et au bord de mer. Pour finir, c'est la création d'un mythe : il n'y a pas d'alternative, seul ce modèle permet de nourrir le monde !

Tout pour le profit !

Comme Inès Léraud, l'auteur met en évidence les connivences, pour ne pas dire les complicités, qui existent entre les riches exploitants du secteur avec l'administration, notamment préfectorale, et les éluEs de tous bords (avec une mention particulière pour Le Drian et le député LR Marc Le Fur). Comme Yves-Marie Le Lay, il décortique ce qui permet le silence, cette omerta « quasi mafieuse » — dont plusieurs témoins réfutent le « quasi » pour la caractériser ! — qui repose sur un mélange subtilement malsain de menaces, de pressions, de cabales qui, combinées, empêchent les acteurs de parler, de se plaindre, de s'opposer... car, sinon gare.



Des témoins

La démonstration implacable ne prend pas la forme d'un pamphlet, ni même d'un plaidoyer, mais repose plutôt sur une rigueur

toute mathématique, dénuée de passion mais pas d'efficacité. Elle s'appuie sur une diversité très large de témoignages. Nicolas Legendre a recueilli la parole de centaines de personnes — et dans ce domaine ce n'est pas une mince affaire ! — allant de paysanEs ruinés et révoltés à des vétérinaires, des technicienEs agricoles, des enseignantEs-chercheurEs, d'anciens patrons du secteur ou cadres des coopératives. Le livre s'articule littéralement autour de ces prises de parole qui lui donnent un souffle, de la force et de l'authenticité.

Cela vaut jusqu'au bout de l'ouvrage, y compris pour la note d'espoir, illustrée par la rencontre avec André Pochon, l'homme qui voulait remettre les vaches sur l'herbe, puis avec Michel et Annick, aujourd'hui de tous nos combats, qui permettent une conclusion tournée vers un avenir agricole plus heureux.

Vincent Gibelin

1 — l'Anticapitaliste n°656 du 6 avril 2023.



Des outils pour lutter, des idées pour changer le monde

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

★la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
www.la-breche.com – contact@la-breche.com
Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

ÉCOLOGIE «Ce qui repousse partout ne peut être dissout»

Entretien. Après la manifestation à Sainte-Soline contre les mégabassines et la répression qui a suivi, les Soulèvements de la Terre (SdIT) sont menacés de dissolution alors même que la saison 5 de la mobilisation ne fait que commencer. Rencontre avec **Caroline** du comité rennais des Soulèvements de la Terre.

Quelle est, quelle sera, la réaction des SdIT face à une (éventuelle) dissolution ?

D'abord nous organisons notre défense juridique avec nos avocats. Nous avons déposé auprès du ministère de l'Intérieur nos remarques aux attendus demandant notre dissolution. Ensuite, si nous sommes dissouts le 19 avril (ou plus tard) les personnes concernées par l'arrêt iront en référé liberté pour empêcher la dissolution immédiate. 2000 personnes partageront leur recours, ainsi que des associations comme le Syndicat des avocats de France. Nous irons également en appel sur le fond. L'aspect politique est aussi très important. Il y a actuellement plus de 85 000 signataires à la tribune « Nous sommes les soulèvements de la Terre ». Il y a aussi un texte interassociations qui en regroupe plus de 350, un appel de personnalités, universitaires, et une tribune internationale avec Via Campesina, l'EZLN, des militantEs d'Afrique, des sans-terres d'Amérique latine... Au meeting du 12 avril à Paris ont pris la parole entre autres Alain Damasio, Philippe Descola, Inès Léraud et même la climatologue Valérie Masson-Delmotte, co-présidente du GIEC, le Syndicat de la magistrature¹... Plusieurs vidéos reprenant tous ces éléments circulent et rencontrent un vrai succès ! Partout dans le pays se préparent des initiatives pour le 19 avril, date possible de la dissolution. Meetings unitaires, accrochages de banderoles, de quoi faire de cette date le jour de la contre-dissolution ! Un grand jeu se prépare consistant à faire réapparaître les Soulèvements dans l'espace public. Ce qui repousse partout ne peut être dissout. Nous allons mettre en place des points relais : dans les commerces, les bars, les centres sociaux, un macaron sera apposé indiquant que là, on peut trouver de l'info, du matos, un contact avec les Soulèvements... Enfin, les comités locaux vont surgir — surgissent déjà — partout en France ! Avant le 25 mars, il n'y avait qu'un seul comité local... à Rennes. Une carte sur le site des SdIT² permet de suivre en direct l'émergence des comités, en France mais pas que... car il y en a qui se montent en Suisse, en Belgique !

Peux-tu dire un mot de la saison 5 ? Quelle que soit l'actualité de la dissolution, la saison 5 va se mettre en place, reposant sur des coalitions locales. D'abord, les 22 et 23 avril contre l'A69 Castres-Toulouse, divers événements seront organisés pendant le week-end : manifs, course de bolidés, discussions, concerts et spectacles, repas... Ensuite du 6 au 8 mai, ce sera contre le Grand Contournement Est de Rouen, avec Les Naturalistes des terres : « La forêt euroise nous appelle (...) à venir écrire une autre histoire, une histoire de partage, de jeux dans les arbres, de bourdonnements collectifs. Pour que vive la forêt, et leur barrer l'autoroute ! » Puis les 10 et 11 juin,



au sud de la Loire, où le bocage de Saint-Colomban « est en proie à un double péril : l'extractivisme au profit de la métropole et l'accaparement des terres par l'industrie du maraîchage... » Avec le collectif local « La tête dans le sable » un convoi en tracteurs et vélos est prévu depuis Saint-Colomban jusqu'au centre de Nantes pour une déambulation festive. Enfin le 17 juin, dans la vallée de la Maurienne, manifestation montagnarde contre le chantier du Lyon-Turin, une mobilisation franco-italienne. « Depuis une dizaine d'années, en France, collectifs et associations se mobilisent pour montrer le non-sens absolu de ce projet. Mais cette lutte dépasse les frontières ! » En conclusion de cette saison, du 3 au 6 août, nous serons présentEs et interviendrons avec les Soulèvements de la Terre lors du grand rassemblement organisé par nos camarades de Terres de Luites sur les terres historiques du plateau du Larzac. Malgré les possibles tiraillements que la dissolution pourrait provoquer dans les cadres locaux d'organisation, la saison 5 va se tenir dans le même esprit que les précédentes, tout aussi joyeuse et déter...

Comments'articulent, pour les SdIT, mouvement de masse et action directe ?

Notre idée était de créer un mouvement de masse contre l'artificialisation des sols, de relier entre eux le monde paysan et la société civile,

Nous ne sommes pas les éco-terroristes. Ce sont eux, les écocidares

les collectifs en lutte localement, les habitantEs des territoires, des ZAD, la jeunesse climatique... au sein d'une grande coalition de forces politiques diverses. Et puis comme on en a toutEs marre de marcher, il faut de l'action plus directe, comme des occupations de terres, des blocages, des désarmements...

Des désarmements, peux-tu préciser ? Ils s'agit de retourner le stigmata. Nous ne sommes pas les écoterroristes. Ce sont eux, nos adversaires. Ce sont eux, les écocidares.

Donc, occupations de terres, blocages, désarmements...

Ce sont les trois conditions qui nous permettent, lors des interludes que sont les AG nationales des Soulèvements qui se tiennent tous les 6 mois et qui définissent le programme des saisons, de labelliser des actions locales comme initiatives des SdIT. La composition des saisons au sein des interludes se fait avec la Confédération paysanne, Extinction Rebellion, les collectifs locaux — et de plus en plus l'unité tient même face à des actions qui auraient pu, à d'autres moments, provoquer des réticences... Pour

repandre la formule de Julien Le Guet, du collectif Bassines Non Merci, on peut dire que « on s'est tellement mélangéEs, on s'est tellement aiméEs » qu'ils ne pourront pas séparer le bon grain de l'ivraie, car Nous sommes toutEs les Soulèvements de la Terre !

Ces actions sont-elles une façon de résoudre le hiatus entre les manifs climat qui s'épuisent et les luttes locales qui font le plein ?

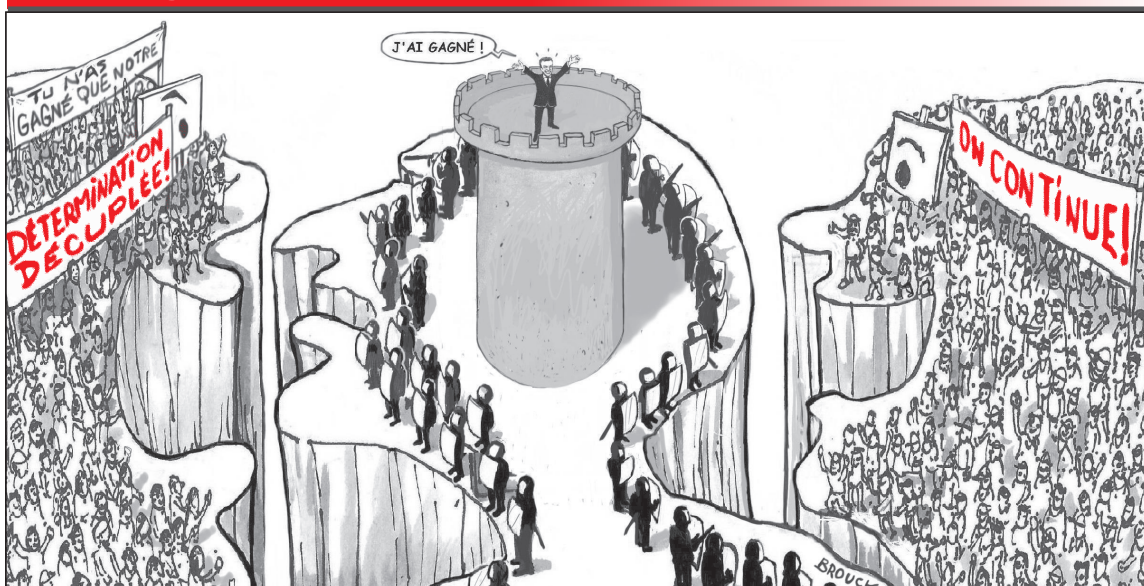
Ce qui fait la différence, c'est la territorialisation, l'attachement au territoire qui t'entoure. Ça te touche plus si tu vois près de toi les terres qu'ils vont prendre pour une autoroute, un centre commercial. Ces luttes sont en lien direct avec les lieux que chacun habite, au vivant, à son environnement. C'est une manière d'ancrer les luttes, de les construire en partant de la base. Mais on y retrouve les militantEs qui se sont mobiliséEs sur le climat, les jeunes de Youth for the Climate, les jeunes climatiques. Celles et ceux qui ont porté les grèves du vendredi sont dans le mouvement aujourd'hui...

C'est aussi le fruit de l'expérience de la lutte de Notre-Dame-des-Landes qui a éprouvé la composition entre des comités locaux, des paysanEs, des naturalistes en lutte, des zadistes, des jeunes urbainEs. On assiste ainsi à une radicalisation des associations de terrain qui se heurtent à des impasses liées à un pouvoir intransigeant. Par exemple, les urbanistes se disent « pourquoi ne pas faire comme les naturalistes ? les urbanistes en lutte » ; les assos environnementales n'en peuvent plus d'être enfermées dans les contrats d'engagement républicain à l'origine de leurs financements. On ne dissout pas un mouvement, soyons nombreuxEs lors des prochains actes des Soulèvements de la Terre !

Propos recueillis par Vincent du NPA Rennes

1 — Et bien sûr est également intervenue Christine Poupin, porte-parole du NPA (voir article page 9).
2 — http://umap.openstreetmap.fr/fr/map/les-comites_897364#9/47.6052/0.1126

L'image de la semaine



Vu ailleurs

ET SI LES INSECTES DISPARAÎSSAIENT ?

Sans insectes, plus d'oiseaux, plus de fleurs, plus de lait de vache et plus de vaches tout court. Un scénario apocalyptique, mais qui devient tragiquement réel, à un rythme qui inquiète les chercheurs les plus prudents. C'est le cas du biologiste britannique Dave Goulson, l'un des 20 000 scientifiques qui avaient signé l'« avertissement à l'humanité » publié dans la revue Bioscience en 2017 sur les dangers des atteintes à la biodiversité. Il revient à la charge avec un livre-événement, Terre silencieuse, qui vient de paraître en français. Et cette fois, l'alerte est donnée : en trente ans, 75 % des insectes ont déjà disparu, entraînant avec eux une chute vertigineuse d'oiseaux. En Angleterre par exemple, entre 1967 et 2016, le nombre de gobemouches gris a chuté de 93 %. D'autres oiseaux très communs ont subi le même sort, comme la perdrix grise (– 92 %), le rossignol (– 93 %) ou le coucou (– 77 %).

La majorité des enfants n'en connaissent que la version dessinée dans leurs livres. « Mais les humains souffrent déjà, eux aussi », explique Goulson dans un entretien avec Libération : « 3 à 5 % de la production mondiale de fruits, légumes et noix sont perdus dans le monde à cause de la baisse du nombre de pollinisateurs, menant à une surmortalité de 427 000 personnes par an. » En Allemagne, une étude pointe un déclin extrêmement rapide, tandis que les merveilleux papillons monarques qui hivernent en Californie sont au bord de l'anéantissement, avec une chute de 97 % entre 1997 et 2018. Comme si la situation n'était pas assez alarmante, l'Europe est sur le point d'adopter une nouvelle forme de pesticide [les ARNi, qui peuvent « réduire au silence » tel ou tel gène vital, NDLR].

Dov Alfon, « Insectes : s'ils disparaissent, nous disparaissions », éditorial, Libération, 11 avril

l'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

12 € = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM				
Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	☐ 6 mois 35 €	☐ 1 an 70 €	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €
Mensuel	☐ 6 mois 25 €	☐ 1 an 50 €	☐ 6 mois 20 €	☐ 1 an 40 €
Hebdo + Mensuel	☐ 6 mois 60 €	☐ 1 an 120 €	☐ 6 mois 45 €	☐ 1 an 90 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		☐ 3 mois 17 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 17,5 € par trimestre	☐ 12,5 € par trimestre	☐ 30 € par trimestre
Tarif jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo	Mensuel	Hebdo + Mensuel
☐ 12,5 € par trimestre	☐ 10 € par trimestre	☐ 22,5 € par trimestre
Titulaire du compte à débiter		
Nom : Prénom :		
Adresse :		
Code postal : Ville :		
Mail :		
Désignation du compte à débiter		
IBAN :		
BIC :		

Mandat de prélèvement SEPA

En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.lanticapitaliste.org